EUROPE Aujourd'hui

Magazine d'Analyse Européenne

Publié par EurafricanPressClub.com

Mars-Avril 2020

Dossier

SPECIAL CORONAVIRUS

#08 Dr DIDIER RAOULT EN LIGNE DE MIRE

ON NE LES OUBLIRAS JAMAIS

#10-27 REPORTAGE

LES HEROS MÉDICAUX EN 1ERE LIGNE

www.EurafricanPressClub.com

Journaliste, Bloggeur, Vlogger, Influenceur, Asbl, Institution, Ambassade, ONG Inscrivez-vous sur :

www.EurafricanPressClub.com

La plateforme média nord sud basée dans la capitale européenne.

Les membres bénéficient de nombreux avantages :

✔ Networking
✔ Workshop
✔ Concours
✔ Une plate-forme de communication commune
✔ Des invitations gratuites
✔ Priorités sur nos événements
✔ Priorités sur les réservations du studio
✔ Studio TV, studio photo, cabine son...avec 50€ de cashback à chaque jour de location
✔ Equipe technique en priorité
✔ Remise de 10% à 20% sur le studio
✔ Remise de 10% à 20% sur les prestataires de services.
✔ Remise de 10% à 20% sur les communiqués de presses.
✔ Remise de 10% à 20% sur les espaces publicitaires de la Plateforme www.eurafricanpressclub.com

+

Un cadeau de bienvenu

«Une annonce d'une valeur de 450€ offerte sur la plateforme EurafricanPressClub.com»

Offre valable pour les inscriptions de 100€/an

Suivez-nous

EURAFRICANPRESSCLUB

INFO : +32 (0)476 99 28 11 - info@eurafricanpressclub.com

BELGIQUE
REGIE PUBLICITAIRE
STARS MEDIAS (SPRL)
HALHOULE + 32 (0) 476 99 28 11
Halhoule@starsmedias.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION
DRISS BEN BRAHIM
GSM : 32 (0) 465 10 21 85
europe.presse@live.fr
REDACTEUR EN CHEF
FARES BOUDIDIT
redaction.europeaujourdhui@gmail.com
REDACTION BELGIQUE
MOHAMED HALHOULE
ALI ZBIR
YOUSSEF AOURAGH
FARES BOUDIDIT
ZINEB BOUKOURNA
BRAHIM LAYTOUSS

FRANCE
REGIE PUBLICITAIRE
FRANCK SERFATI +33 (0) 613 25 13 96

MOYEN-ORIENT
DIRECTEUR FRANCE & MOYEN-ORIENT
KHALED SAAD ZAGHLOUL
+33 (0) 633 27 79 46

MAROC
REGIE PUBLICITAIRE & DIRECTEUR MAROC
SOUAD MANSOURI + 212 (0) 609 04 70 56
REDACTION MAROC
SOUAD MANSOURI
MAJID MOSLIH
MADIHA MELLASSE

AMERIQUE LATINE
REGIE & DIRECTEUR AMERIQUE LATINE
KHALID ASLAMI
REDACTION AMERIQUE LATINE
KHALID ASLAMI

GRAHISME & MISE EN PAGE
MOHAMED OULD LAADAM
eurodesignmorocoo@gmail.com

EDITION & REGIE
Stars Medias(sprl)
STARS MEDIAS

Tel + 32 (0)2 888 79 95
Fax +32 (0)2 888 79 96
info@starsmedias.com
www.starsmedias.com
RUE DE COLOGNE, 38
B-1030 BRUXELLES

Sommaire

Edito 04

UNE FÉDÉRATION DE LA CULTURE HIP HOP, UNE PREMIÈRE EN BELGIQUE !

par: Fares Boudidit

DOSSIER Spécial Covid - 19

6 - MASQUES, TESTS, CONFINEMENT : CE QU'IL FAUT RETENIR DES ANNONCES D'ÉDOUARD PHILIPPE

9 - CORONAVIRUS : L'ÉPIDÉMIE MET LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE À L'ÉPREUVE

28 -29 FACE AU CONFINEMENT, UN ÉLAN DE SOLIDARITÉ

30 - 33 LA FRANCE EN GUERRE

34-35 - CORONAVIRUS : # ILS SAVAIENT, # ON N'OUBLIRA PAS… LA GROGNE SOCIALE MONTE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

36-37 LE COVID-19 AU BRÉSIL, VARIATIONS SUR LE THÈME DE L'INCOMPÉTENCE

38-39 CORONAVIRUS: EUROPÉENNE AU DÉFI DE LA SOLIDARITÉ

40 - 41 ÉTATS-UNIS : LA GESTION ERRATIQUE DE DONALD TRUMP N'AIDE PAS LES ÉTATS

42 - 44 DES VIRUS REBELLES DE FRANCE EN FLORIDE BAFOUENT LES PRATIQUES DE VERROUILLAGE

46- 47 EUROPOL: LES CRIMINELS EXPLOITENT LA CRISE DU CORONONAVIRUS COMME UNE NOUVELLE OPPORTUNITÉ

50 - 51 LES PLAINTES CONTRE LE GOUVERNEMENT SE MULTIPLIENT EN FRANCE

52 - 54 PROPAGATION DU VIRUS EN ITALIE ET EN ESPAGNE LIÉ AU MATCH DE LIGUE DES CHAMPIONS

UNE FÉDÉRATION DE LA CULTURE HIP HOP, UNE PREMIÈRE EN BELGIQUE !

par: Fares Boudidit

Editorial

40 ans après l'arrivée de la culture Hip Hop en Belgique, une fédération du Hip Hop en tant que fédération culturelle est enfin reconnue en Fédération Wallonie-Bruxelles !

L'administration générale de la culture du ministère de la communauté française via la Ministre de la Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles, Alda Gréoli, a lancé un appel à candidatures en vue de la reconnaissance des fédérations professionnelles dans le cadre du décret du 28 mars 2019 sur la « Nouvelles Gouvernance Culturelle ». La nouvelle ministre de la Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles, Bénédicte Linard, a décidé de reconnaître 18 nouvelles fédérations professionnelles représentatives de disciplines artistiques et créatives, portant ainsi à 59 le nombre de fédérations reconnues afin d'assurer une ouverture, une représentativité large et une transversalité dans les processus d'élaboration des politiques culturelles.

Le présent appel a été lancé le 27 juin 2019 jusqu'au 26 août 2019 conformément aux dispositions et est destiné exclusivement aux nouvelles fédérations professionnelles, à l'exclusion des organisations représentatives agréées par le Gouvernement, à la veille de l'entrée en vigueur du Décret, à savoir au 9 mai 2019, sur base de l'article 7 du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel, qui seront automatiquement reconnues en tant que fédérations professionnelles.

Les nouveaux décrets permettent la représentation des fédérations professionnelles au sein des chambres de concertation. Les chambres de concertation sont chargées de formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations sur :

1° les politiques culturelles sectorielles ;
2° les avant-projets ou propositions de décrets élaborés dans le cadre des politiques visées sous 1° ;
3° les avant-projets d'arrêtés élaborés dans le cadre des politiques visées sous 1° ;
4° l'évaluation des cadres décrétaux et réglementaires existants, adoptés dans le cadre des politiques visées sous 1°, et de leur application ;
5° les canevas destinés à l'examen des dossiers individuels par les commissions d'avis, le cas échéant au regard des critères issus des législations sectorielles, et ce sans préjudice des règles spécifiques éventuellement prévues par ces législations quant au canevas à utiliser.

En aucun cas, les chambres de concertation ne se prononceront sur un projet de décision individuelle. Les recommandations formulées d'initiative par les chambres de concertation porteront sur l'évaluation et le développement d'une vision prospective des politiques culturelles

De gauche à droite Françoise Galland, Séverine Gérard (secrétaire de la Fédération Wallonie Bruxelles (FWB) - Fares Boudidit - Mme Anna Gréoli (CDH, Ministre de la Culture 2019) - Champion Bakomba- Halhoule Mohamed - Marie-Pierre Moutier

De gauche à droite Halhoule Mohamed, Fares Boudidit, Champion Bakomba, By Flo, Françoise Galland, Séverine Gérard (secrétaire FWB), Mme Anna Gréoli (CDH, Ministre de la Culture 2019).

sectorielles en lien avec le Conseil. La Chambre de concertation des Arts vivants formulera, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle relative aux arts de la scène, en ce compris:
1° l'art dramatique y inclus les arts de la marionnette, du théâtre d'objet et des arts qui y sont associés ;
2° le théâtre jeune public ;
3° le théâtre action ;
4° l'art chorégraphique ;
5° les arts forains, du cirque et de la rue ;
6° le conte ;
7° les projets relevant de plusieurs disciplines des arts de la scène dont au moins une visée sous 1° à 6°.
La Chambre de concertation de l'Action culturelle et territoriale formulera, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis et recommandations en matière de politique sectorielle relative :
1° aux centres culturels ;
2° au service public de la lecture ;
3° à la créativité et aux pratiques artistiques en amateur, en ce compris le théâtre amateur.
Les fédérations professionnelles reconnues siègeront, en tant que personnes morales, dans les chambres de concertation mentionnées dans leur arrêté de reconnaissance via deux femmes et deux hommes disposant d'un mandat permanent pour la représenter au sein de la chambre de concertation, et justifiant d'une compétence adaptée aux réalités sectorielles et à la pratique du terrain.
Parmi les fédérations nouvellement reconnues figurent l'ONH (Organisation Nationale du Hip-Hop). 40 ans après l'arrivée de la culture Hip Hop en Belgique, une fédération du Hip Hop en tant que fédération culturelle est enfin reconnue en Fédération Wallonie-Bruxelles !
Pour la première fois de toute l'histoire du hip hop belge, on y retrouve des enfants issus de l'immigration (originaire du Maroc, Congo, Afrique… Europe du nord, du sud et de l'est…) ainsi que des anciens de la première génération du mouvement hip hop belge pour représenter la fédération du Hip Hop au sein de la Chambre de concertation. On y retrouve ceux qu'on a pas l'habitude de voir et qui pourtant possèdent les compétences et les talents nécessaires à la bonne gestion d'une fédération.
Le changement est à notre porte. Une révolution est en marche et la minorité exerçant un fort contrôle sur l'ensemble de la communauté hip hop, l'Establishment, perd la main pour laisser la place à ceux qu'on n'entendait jamais et à ceux qui existent depuis la naissance du hip hop en Belgique.

Les chantiers sont énormes et les défis à relever sont importants. Le hip hop en Belgique n'a encore jamais été fédéré depuis. Ces 40 dernières années, il y a eu beaucoup d'oubliés et d'abandonnés, beaucoup d'artistes qui n'ont jamais été soutenus et reconnus. L'histoire même du hip hop belge n'a jamais été écrite de façon exhaustive et rapportée comme il se doit afin que les générations nouvelles puissent puiser les savoirs, les connaissances, les avis et recommandations des générations passées, de leurs anciens.
Les disciplines du hip hop toutes confondues vont pouvoir être représentées en même temps par la fédération à travers tout le territoire pour mettre fin aux morcellements de cette culture.
Il y aura les pours et les contres bien entendu comme toujours dans notre milieu si particulier. Il y aura des mécontents et il y aura des satisfaits. Il y aura des luttes de pouvoir et du boycott comme dans toute société et toute communauté...c'est une démocratie !
Les débats contradictoires peuvent s'ouvrir pour avancer de façon constructive et apporter une plus grande paix sociale et un meilleur vivre ensemble au profit du développement de la culture Hip Hop au sein même de cette communauté.

Jusqu'à présent, certains ont tiré profit de la désorganisation du mouvement pour s'installer et bâtir leur empire, certains ont été favorisés au détriment d'autres, certains espèrent encore pouvoir s'accaparer des pouvoirs pour continuer dans ce sens mais les temps ont changé...il y a une fédération aujourd'hui qui compte bien s'occuper de tous ceux qui ont été mis sur le côté aussi.

Il y a aujourd'hui une fédération qui se veut rassembleur et équitable, une organisation qui favorisera les plus fragiles et les plus petits aussi, qui défendra toutes les disciplines de cette culture sans exception et qui s'intéressera à la mémoire du hip hop belge sans oublier personne cette fois-ci grâce au travail de mémoire de l'association « Hip Hop Generation 80 » dont les fondateurs se retrouveront dans les Chambres de concertation du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, le conseil d'administration et l'assemblée générale de la fédération ONH. Le conseil d'administration et l'assemblée générale de cette fédération s'élargiront donc pour laisser un plus grand nombre décider en toute démocratie du futur de cette culture dans les provinces de la Fédération Wallonie Bruxelles.

C'est une chance, c'est une victoire aussi...
Souhaitons à tous ses responsables et ses membres adhérents de réussir là où le mouvement du hip hop belge a échoué.

Place à la majorité silencieuse et longue vie à ONH !

MASQUES, TESTS, CONFINEMENT : CE QU'IL FAUT RETENIR DES ANNONCES D'ÉDOUARD PHILIPPE

Édouard Philippe a tenu samedi une conférence de presse consacrée à l'épidémie de coronavirus. Le Premier ministre et son ministre de la Santé Olivier Véran ont multiplié les annonces, parmi lesquelles la commande d'un milliard de masques.

Il souhaitait «dire les choses avec clarté et franchise». Samedi, au lendemain de l'annonce de la prolongation du confinement jusqu'au 15 avril, le Premier ministre Édouard Philippe a tenu une conférence de presse sur l'épidémie de coronavirus, aux côtés notamment de son ministre de la Santé Olivier Véran et du directeur général de la Santé Jérôme Salomon. L'occasion pour le chef du gouvernement, qui a prévenu que le combat «ne faisait que commencer», de multiplier les annonces.

«Les 15 premiers jours d'avril seront encore plus difficiles», prévient Philippe

Débutant sa conférence de presse à Matignon, Édouard Philippe a prévenu d'emblée que «les 15 premiers jours d'avril seront encore plus difficiles que les 15 jours qui viennent de s'écouler». «Le combat ne fait que commencer», a-t-il ajouté.
Revenant sur les critiques en provenance de l'opposition, le chef du gouvernement a lancé que «le moment venu, nous tirerons ensemble les leçons de la crise. Je ne suis pas de ceux qui se défaussent face à leurs responsabilités». Mais, a-t-il notamment ajouté, «Je ne laisserai personne dire qu'il y a eu du retard sur la prise de décision s'agissant du confinement».
Nous avons décidé le confinement quand il est devenu nécessaire. Il y avait alors moins de 8000 cas et moins de 200 morts sur le territoire national.
Je ne laisserai personne dire qu'il y a eu du retard sur la prise de décision s'agissant du confinement. #COVID19

Edouard Philippe a effectué plusieurs annonces, samedi, lors d>une conférence de presse. © GEOFFROY VAN DER HASSELT / POOL / AFP

Je ne laisserai personne dire qu'il y a eu du retard sur la prise de décision s'agissant du confinement. #COVID19

Les «premiers impacts» du confinement attendus «en fin de semaine prochaine»

Alors que le gouvernement a annoncé vendredi la prolongation du confinement au moins jusqu'au 15 avril, les autorités espèrent pouvoir en voir «les premiers impacts» en «fin de semaine prochaine», a indiqué le Dr Arnaud Fontanet, épidémiologiste à l'Institut Pasteur, et membre du Conseil scientifique installé par le gouvernement.

Un objectif de 14.000 lits en réanimation

Prenant la parole, le ministre de la Santé Olivier Véran a indiqué que le gouvernement souhaitait augmenter le nombre de lits en réanimation à «14 à 14.500», contre 5.000 initialement, pour faire face à l'afflux de malades.

Plus d'un milliard de masques commandés

Alors que la polémique sur la pénurie de masques n'a cessé d'enfler depuis l'aggravation de l'épidémie, Olivier Véran a annoncé que la France avait commandé «plus d'un milliard» de masques notamment à la Chine. «Un pont aérien étroit et intensif entre la France et la Chine a été mis en place de manière à faciliter les entrées des masques sur notre territoire», a-t-il ajouté en rappelant que la France a besoin de 40 millions de masques par semaine.
La France, a précisé le ministre, produit 8 millions de masques par semaine. «Nos réserves ne sont pas infinies», a-t-il souligné.

50.000 tests rapides et 30.000 tests rapides par jour d'ici fin avril

Sur la question des tests, Olivier Véran a assuré que la France allait monter en régime avec «50.000 tests» classiques par jour d'ici fin avril, auxquels s'ajouteront «plus de 100.000» tests rapides par jour «au mois de juin».

CORONAVIRUS : DONALD TRUMP ENVISAGE DE PLACER L'ETAT DE NEW YORK EN QUARANTAINE

Le président américain a assuré réfléchir à la mise en place d'une telle mesure pour « une courte période », sans donner plus de détails

Tout en restant évasif, Donald Trump a évoqué samedi la possibilité de placer en quarantaine l'Etat de New York. La première puissance mondiale, qui est frappée de plein fouet par le Covid-19, compte désormais plus de 110.000 cas confirmés et 1.841 morts, dont 517 pour la seule ville de New York.

« Certains aimeraient que (l'Etat de) New York soit placé en quarantaine parce que c'est un point chaud », a déclaré Donald Trump au moment de quitter la Maison-Blanche. « New York, le New Jersey, peut-être un ou deux autres endroits, certaines parties du Connecticut, j'y réfléchis », a-t-il ajouté, alors que nombre de juristes s'interrogeaient sur la possibilité même pour le président américain d'imposer une telle mesure. L'objectif ? « Limiter les déplacements », a-t-il répondu. « Ils ont des problèmes en Floride, beaucoup de New-Yorkais se déplacent vers le sud. Nous ne voulons pas cela ».

« Une courte période »

Un peu plus tard, le milliardaire républicain a assuré que la mesure n'aurait « aucun impact » sur les échanges commerciaux entre les Etats concernés et le reste du pays. « Cela serait pour une courte période », a-t-il encore dit, assurant qu'il entretenait un très bon dialogue avec le gouverneur de l'Etat de New York Andrew Cuomo.

Interrogé quelques minutes plus tard sur ce thème, ce dernier s'est pourtant montré très surpris, affirmant que la question n'avait à aucun moment été évoquée lors de son échange téléphonique matinal avec le président américain. « Je ne sais même pas ce que cela veut dire », a-t-il affirmé, ne cachant pas sa perplexité. « Je ne sais même pas comment cela pourrait être appliqué d'un point de vue légal », a-t-il ajouté. « Cette idée ne me plaît pas ».

Un navire-hôpital en route pour New York

L'Etat de New York est de loin le plus touché par le coronavirus aux Etats-Unis, avec 52.318 cas et 728 décès. Samedi, le locataire de la Maison-Blanche s'est rendu sur la base militaire de Norfolk,

L'Etat de New York est de loin le plus touché par le coronavirus aux Etats-Unis, avec 52.318 cas et 728 décès. Samedi, le locataire de la Maison-Blanche s'est rendu sur la base militaire de Norfolk, en Virginie, pour assister au départ pour New York du navire-hôpital de la marine américaine USNS Comfort, d'une capacité de 1.000 lits. Ce navire-hôpital vise à soulager les hôpitaux sur la terre ferme face à la propagation rapide de la pandémie.

Signe des bouleversements profonds qui touchent la société américaine à tous les niveaux, Andrew Cuomo a de son côté annoncé samedi le report de la primaire présidentielle dans l'Etat de New York du 28 avril au 23 juin. Deux des autres principaux foyers du Covid-19 aux Etats-Unis, la Californie (3 mars) et l'Etat de Washington (10 mars), ont déjà voté, tandis que le New Jersey doit se prononcer le 2 juin.

CORONAVIRUS : DIDIER RAOULT SORT UNE NOUVELLE ÉTUDE, QUI NE CONVAINC TOUJOURS PAS LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE

Cette fois son groupe de recherche sur les effets de l'hydroxychloroquine comprenait 80 patients et patientes, contre 20 dans la précédente

Le controversé Pr Raoult a publié une nouvelle étude sur un dérivé de la chloroquine, qui confirme selon lui « l'efficacité » de ce traitement contre le coronavirus, mais cette affirmation est contestée par de nombreux scientifiques. Cette étude, publiée en ligne vendredi soir mais pas encore dans une revue scientifique, porte sur 80 patients et patientes, dont 80 % ont connu une « évolution favorable », selon le scientifique français et son équipe. Elle succède à une précédente qui portait sur une vingtaine de malades et avait déjà fait l'objet de critiques sur la méthodologie employée.

« Nous confirmons l'efficacité de l'hydroxychloroquine (dérivé de la chloroquine, un médicament contre le paludisme, ndlr) associée à l'azithromycine (un antibiotique, ndlr) dans le traitement du Covid-19 », écrivent Didier Raoult et son équipe en conclusion de la nouvelle étude. Mais nombre de scientifiques ont fait valoir samedi qu'il était impossible de tirer cette conclusion sur la seule base de cette étude, en raison de la manière dont elle est élaborée.

Pas de contre-groupe

Leur principal reproche : l'étude ne comprend pas de groupe-contrôle (ou groupe-témoin, c'est-à-dire des patients à qui on n'administre pas le traitement étudié), et il est donc impossible d'établir une comparaison pour déterminer si c'est bien le traitement qui est à l'origine de l'amélioration. « Non, ce n'est pas énorme, j'en ai peur », a ainsi twitté le Pr François Balloux, de l'University College de Londres, en réponse à un tweet enthousiaste qui qualifiait « d'énormes » les conclusions de l'étude.

C'est une étude sans groupe-contrôle « qui suit 80 patients avec des symptômes assez légers. La majorité des patients se remettent du Covid-19, avec ou sans traitement à l'hydroxychloroquine et à l'azithromycine », a-t-il développé, à l'unisson de nombreux autres scientifiques sur les réseaux sociaux. « Il y a fort à parier que cette nouvelle étude ne convainque que les convaincus », a pour sa part estimé Heidi. news, média en ligne suisse spécialisé dans la science, en livrant une analyse critique de l'étude.

Le Pr Raoult est au centre d'un débat mondial sur l'utilisation de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine pour combattre le coronavirus. Certains médecins, certains pays et des élus appellent à administrer largement de l'hydroxychloroquine, qualifiée de « don du ciel » par le président américain Donald Trump. Mais une vaste partie de la communauté scientifique et des organisations sanitaires appellent à attendre une validation scientifique rigoureuse, en mettant en garde contre les risques possibles.

CORONAVIRUS : L'ÉPIDÉMIE MET LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE À L'ÉPREUVE

Alors que l'Italie et l'Espagne, très durement touchées par l'épidémie de coronavirus, en appellent à la solidarité européenne, le ministre hollandais des finances a mis en cause la discipline budgétaire de certains pays. Des tensions apparaissent au sein de l'Union sur la politique économique à adopter.

La crise engendrée par le coronavirus réveille de vieilles querelles au sein de l'Union européenne.

La crise engendrée par le coronavirus réveille de vieilles querelles au sein de l'Union européenne. Les états membres se déchirent, notamment au sujet de la politique économique à mener face à l'épidémie. Le ton monte comme jamais entre les pays du Sud de l'Europe qui réclament plus de solidarité et les pays du Nord .

Une crise ouverte, devant les micros

Et si d'habitude les dirigeants européens se parlent franchement seulement à huis clos, cette fois, c'est devant les micros que le Premier ministre portugais a partagé sa colère. António Costa a dénoncé la mesquinerie récurrente des Pays-Bas qu'il qualifie de "répugnante dans le cadre de l'UE".

La Haye refuse d'aider l'Italie ou l'Espagne qui subissent de plein fouet les conséquences du virus. Le ministre des finances hollandais, Wopke Hoekstra, a notamment déclaré que "la Commission européenne devrait enquêter pour savoir pourquoi leurs finances ne sont pas en ordre".

Le "même bateau européen"

La cheffe de la diplomatie espagnole, Arancha González, a elle-aussi vu rouge. Sur Twitter, elle a apostrophé le ministre hollandais : "Nous somme tous sur le même bateau européen, nous avons heurté un iceberg inattendu [...] Ce n'est pas le moment de discuter pour savoir s'il y a des tickets de première ou de deuxième classe."

Ces échanges reflètent les tensions vives qui s'installent entre les capitales. Pourtant, Les 27 vont devoir trouver des mécanismes de solidarité. Leur "avenir commun est en jeu" à mis en garde le président Emmanuel Macron.

Coronavirus - Espagne : le gouvernement annonce l'arrêt de toute activité «non-essentielle»

Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a annoncé samedi l'arrêt de toute activité «non-essentielle» durant deux semaines en raison de la pandémie de coronavirus. Cette mesure est déjà appliquée depuis une semaine en Italie.

Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a annoncé samedi l'arrêt de toute activité «non essentielle» durant deux semaines en raison du coronavirus. L'Espagne est très durement touchée par l'épidémie avec plus de 5.000 morts. L'Italie avait pris une mesure similaire il y a une semaine.

L'Espagne va donc mettre à l'arrêt toutes ses activités économiques «non-essentielles» durant deux semaines afin de lutter contre le coronavirus. «Tous les salariés des activités non-essentielles devront rester chez eux durant les deux prochaines semaines», a déclaré Pedro Sanchez.

Valeur Absolue », Alexandre Benalla y voyant le seul mouvement politique « où la parole est libre »

LES HÉROS MÉDICAUX ITALIENS DE PREMIÈRE LIGNE, EN PORTRAIT

Les yeux sont fatigués, les pommettes sont usées par les masques de protection, les sourires ont disparu

Par LUCA BRUNO, DOMENICO STINELLIS et ANTONIO CALANNI

Les médecins et les infirmières en première ligne de la pandémie de coronavirus en Italie sont presque méconnaissables derrière leurs masques gants et filets à cheveux – l'armure de bataille fragile revêtue au début de chaque tranche de travail comme le seul obstacle à la contagion.

Vendredi, des photographes d'Associated Press se sont déplacés pour les photographier pendant de rares pauses dans les unités de soins intensifs des hôpitaux des villes de Bergame et de Brescia, en Lombardie, et à Rome. Dans chaque cas, des médecins, des infirmières et des ambulanciers paramédicaux ont posé devant des rideaux chirurgicaux vert forêt, la toile de fond fade de leurs salles stériles.

Vendredi a été une mauvaise journée: l'Italie a enregistré le plus de décès depuis l'éclatement de l'épidémie du pays cinq semaines plus tôt, faisant 969 victimes de plus pour porter le plus haut bilan COVID-19 au monde à 9134. La Lombardie en comptait 541.

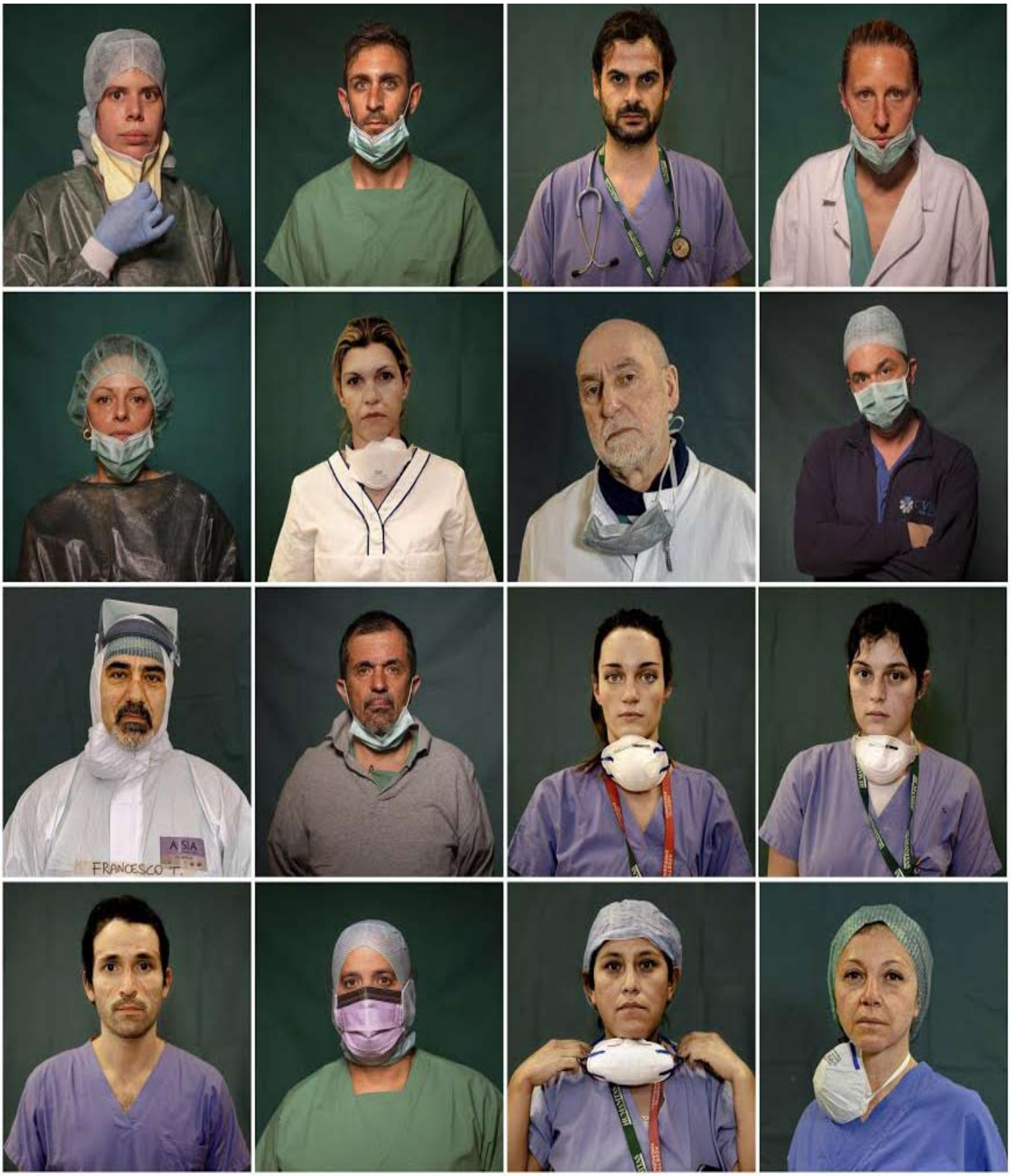
L'Italie a également dépassé la Chine dans le nombre total de cas confirmés et se positionne derrière les États-Unis. Mais les National Institutes of Health ont également déclaré qu'il y avait eu un ralentissement des infections ces derniers jours, suggérant qu'un verrouillage national commençait à montrer un effet après 2 1/2 semaines.

> **Vous pouvez le voir dans leurs yeux.**

Pour le personnel médical, toute interruption de l'écrasement chaotique qui a marqué le stade initial de la propagation du virus en Italie est la bienvenue. Mais ils savent qu'ils sont loin de la fin de l'urgence.

«Ce que nous vivons est comme un tatouage», a déclaré Daniela Turno, infirmière en soins intensifs à l'hôpital Humanitas Gavazzeni de Bergame. « Il restera pour toujours. »

Parfois, les employés de l'hôpital ne boivent pas d'eau ou de liquides pendant leurs quarts de travail de 8, 10 ou 12 heures, de sorte qu'ils n'ont pas à aller aux toilettes et à se déshabiller. Ils suivent des


A SIA
FRANCESCO T.

Laura Orsini, 39 ans, employée administrative à la clinique COVID 3 Spoke Casalpalocco de Rome pose pour un portrait, vendredi 27 mars 2020, lors d'une pause dans son quart de travail quotidien.

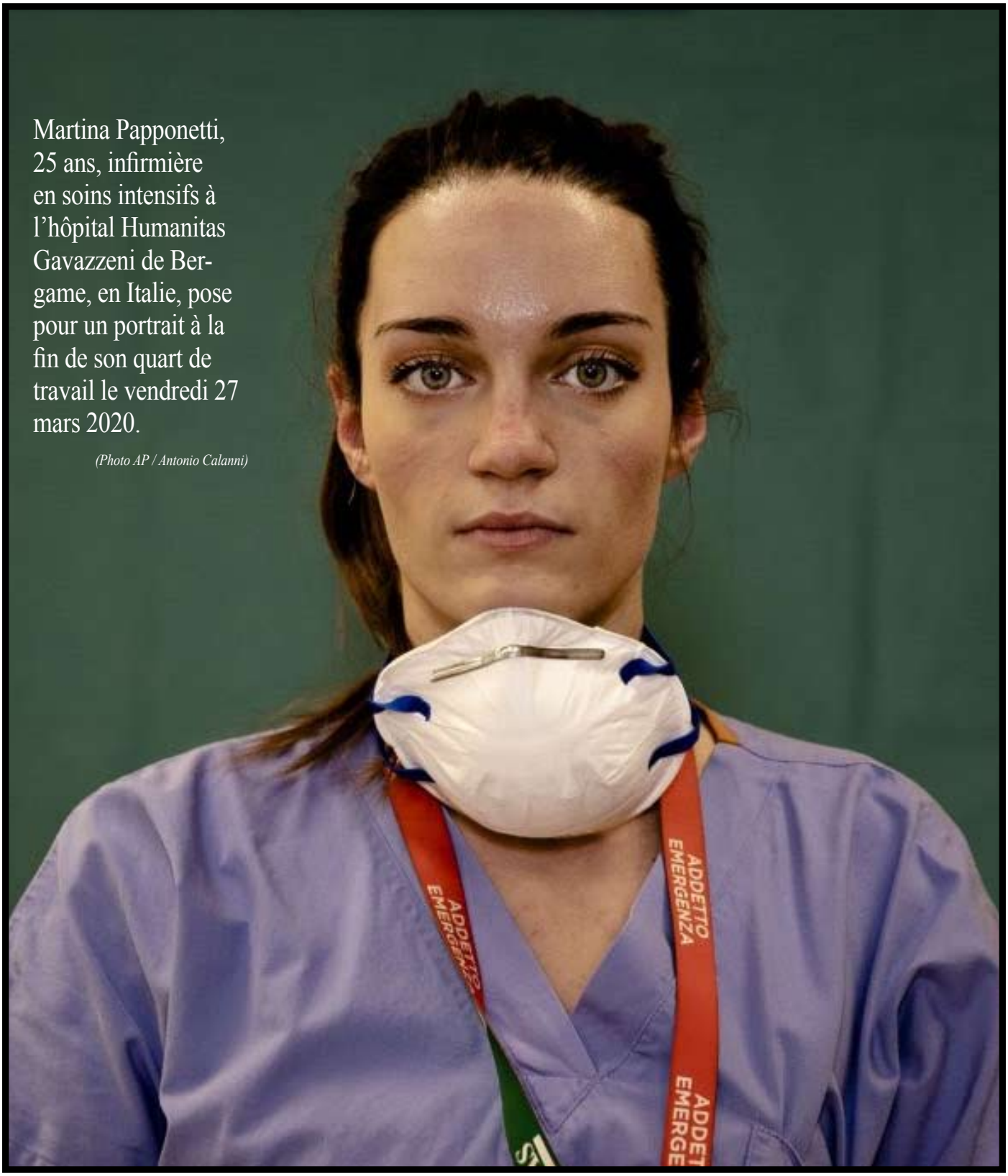
(Photo AP / Domenico Stinellis)

protocoles stricts tout en enlevant leurs combinaisons, gants et masques Hazmat, sachant qu'un mauvais mouvement pourrait signifier qu'ils attraperont eux aussi le virus.

Déjà, plus de 7 100 travailleurs de la santé à travers le pays l'ont fait. Ils sont renvoyés chez eux pour récupérer et se remettre au travail lorsqu'ils ont un résultat négatif.

Adriano Rodriguez, 48 ans, infirmier en soins intensifs à la clinique COVID 3 Spoke Casalpalocco de Rome pose pour un portrait, vendredi 27 mars 2020, lors d'une pause dans son quart de travail quotidien.

(Photo AP / Domenico Stinellis)



Martina Papponetti, 25 ans, infirmière en soins intensifs à l'hôpital Humanitas Gavazzeni de Bergame, en Italie, pose pour un portrait à la fin de son quart de travail le vendredi 27 mars 2020.

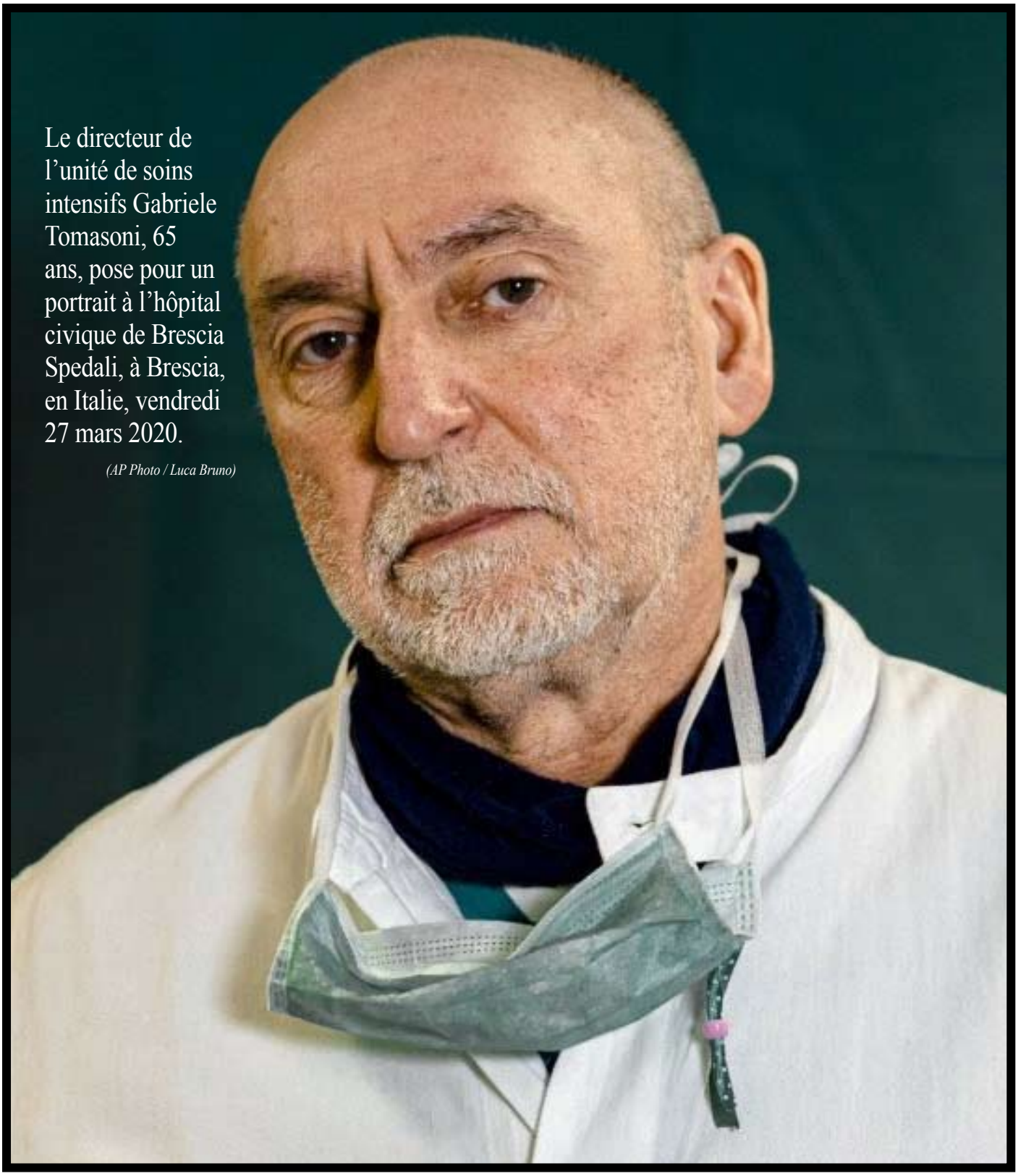
(Photo AP / Antonio Calanni)

Leurs absences sont cruellement ressenties, créant plus de travail pour ceux qui restent debout. Plus de 50 médecins n'ont jamais récupéré et sont comptés parmi les morts.

Le stress dans les salles de soins intensifs est palpable, le silence assourdissant. Parfois, tout ce que vous pouvez entendre, ce sont des hélicoptères qui décollent et atterrissent à l'extérieur, transportant un autre patient cri-

Daniela Turno, 34 ans, infirmière en soins intensifs à l'hôpital Humanitas Gavazzeni de Bergame, en Italie, pose pour un portrait à la fin de son quart de travail le vendredi 27 mars 2020.

(Photo AP / Antonio Calanni)



Le directeur de l'unité de soins intensifs Gabriele Tomasoni, 65 ans, pose pour un portrait à l'hôpital civique de Brescia Spedali, à Brescia, en Italie, vendredi 27 mars 2020.

(AP Photo / Luca Bruno)

tique vers un hôpital qui n'est pas aussi surchargé.

Les héros de l'épidémie italienne ne traitent pas seulement les malades avec des respirateurs et de l'oxygène. Ils remplacent les fils et les filles, les frères et les sœurs qui, dans des circonstances normales, pourraient rendre visite, tenir la main d'êtres chers malades et offrir un mot d'encouragement.

Les patients COVID-19 doivent

Claudia Accardo, service de transport en soins intensifs à la clinique COVID 3 Spoke Casalpalocco de Rome, pose pour un portrait, vendredi 27 mars 2020, lors d'une pause dans son quart de travail quotidien.

(Photo AP / Domenico Stinellis)

Dans cette image prise le vendredi 27 mars 2020, l'infirmière de l'unité de soins intensifs Michela Pagati, 48 ans, pose pour une photo à l'hôpital Brescia Spedali Civili, à Brescia, en Italie.

(Photo AP / Luca Bruno)

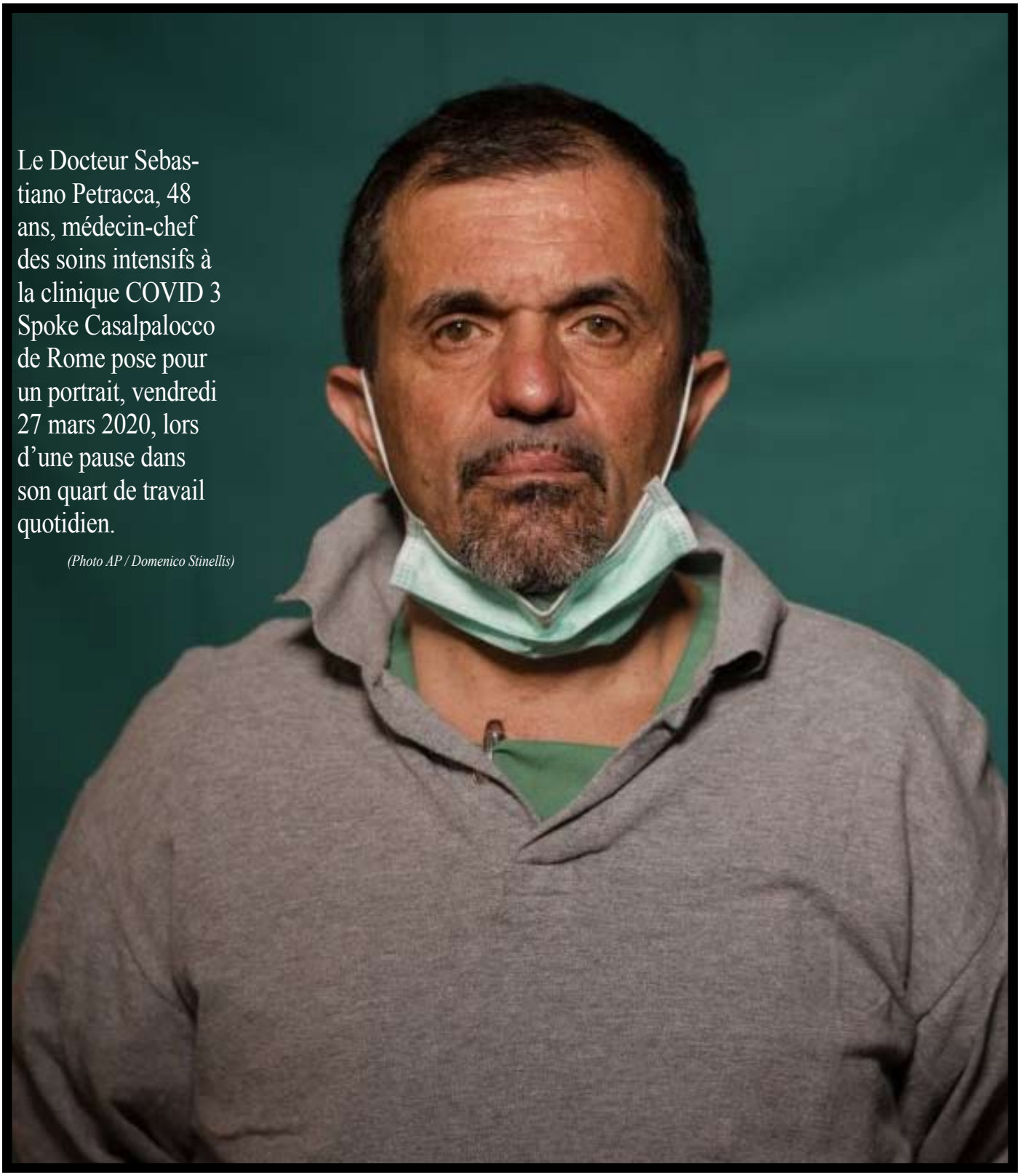
être isolés et les membres de leur famille mis en quarantaine. Les malades sont seuls, souvent âgés – et terrifiés.

«Ce sont des patients qui meurent», a déclaré le Dr Gabriele Tomasoni, chef des soins intensifs à l'hôpital public de Brescia. Il a dit que son équipe fournit non seulement une aide vitale avec des machines, mais quelque chose d'autre, plus humain.

« Nous savons que ce sont des patients âgés », a déclaré Tomasoni à la fin de son quart de travail vendredi soir. «Ils ont besoin de proximité. Tendresse. »

Francesco Tarantini, 54 ans, infirmier dans les structures d'urgence qui ont été mises en place pour faciliter les procédures pour l'arrivée des patients de Covid-19, pose pour un portrait à l'hôpital Brescia Spedali Civili, à Brescia, en Italie, le vendredi 27 mars 2020.

(Photo AP / Luca Bruno)

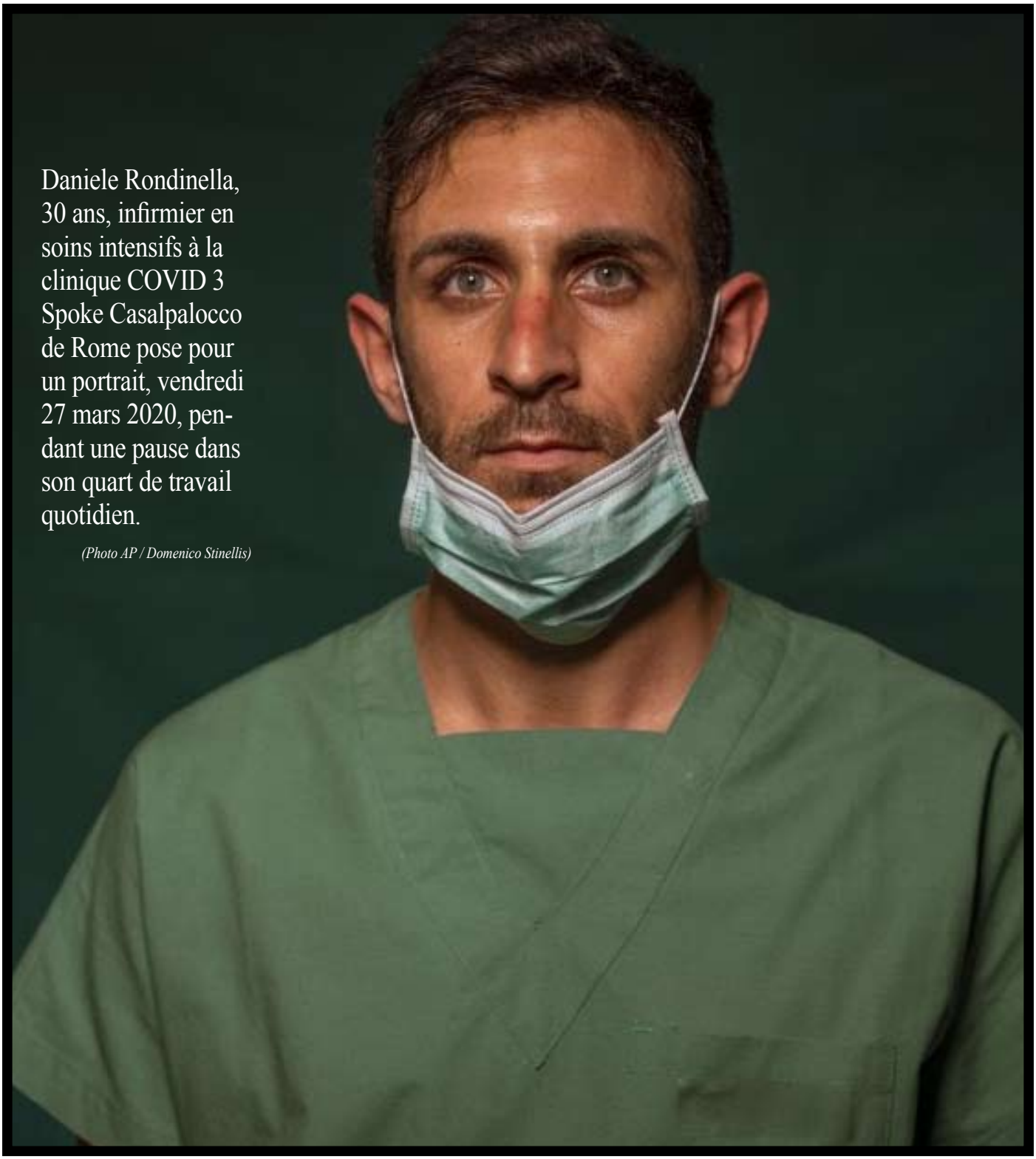


Le Docteur Sebastiano Petracca, 48 ans, médecin-chef des soins intensifs à la clinique COVID 3 Spoke Casalpalocco de Rome pose pour un portrait, vendredi 27 mars 2020, lors d'une pause dans son quart de travail quotidien.

(Photo AP / Domenico Stinellis)

Anna Travezzano, 39 ans, infirmière à l'hôpital Humanitas Gavazzeni de Bergame, en Italie, pose pour un portrait à la fin de son quart de travail le vendredi 27 mars 2020.

(Photo AP / Antonio Calanni)



Daniele Rondinella, 30 ans, infirmier en soins intensifs à la clinique COVID 3 Spoke Casalpalocco de Rome pose pour un portrait, vendredi 27 mars 2020, pendant une pause dans son quart de travail quotidien.

(Photo AP / Domenico Stinellis)

La docteure Marta Catoni, 33 ans, immunologiste à la clinique COVID 3 Spoke Casalpalocco de Rome, pose pour un portrait, vendredi 27 mars 2020, lors d'une pause dans son quart de travail quotidien.

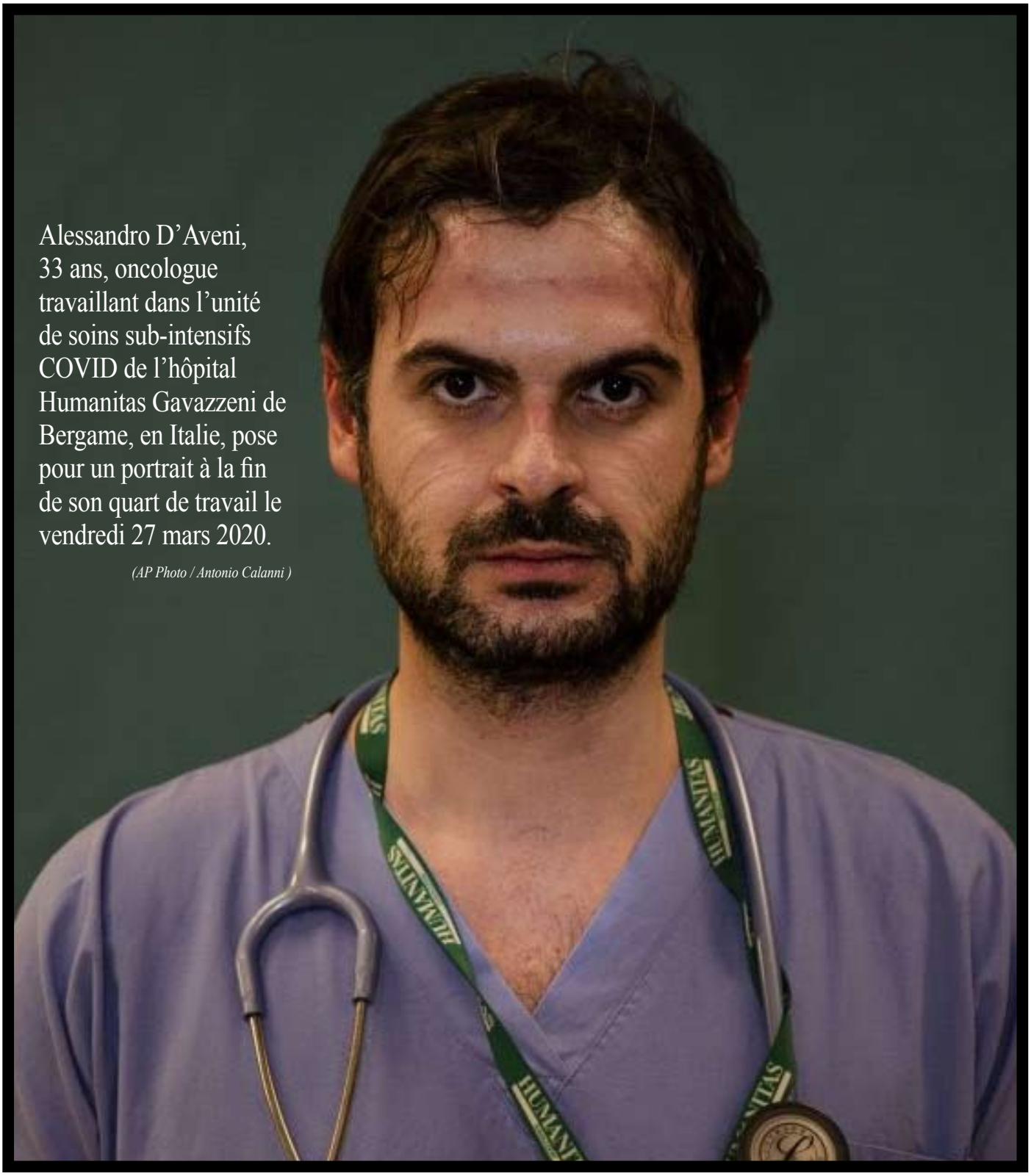
(Photo AP / Domenico Stinellis)

Mirko Perruzza, 43 ans, infirmier à la clinique COVID 3 Spoke Casalpalocco de Rome, pose pour un portrait, vendredi 27 mars 2020, lors d'une pause dans son quart de travail quotidien.

(Photo AP / Domenico Stinellis)

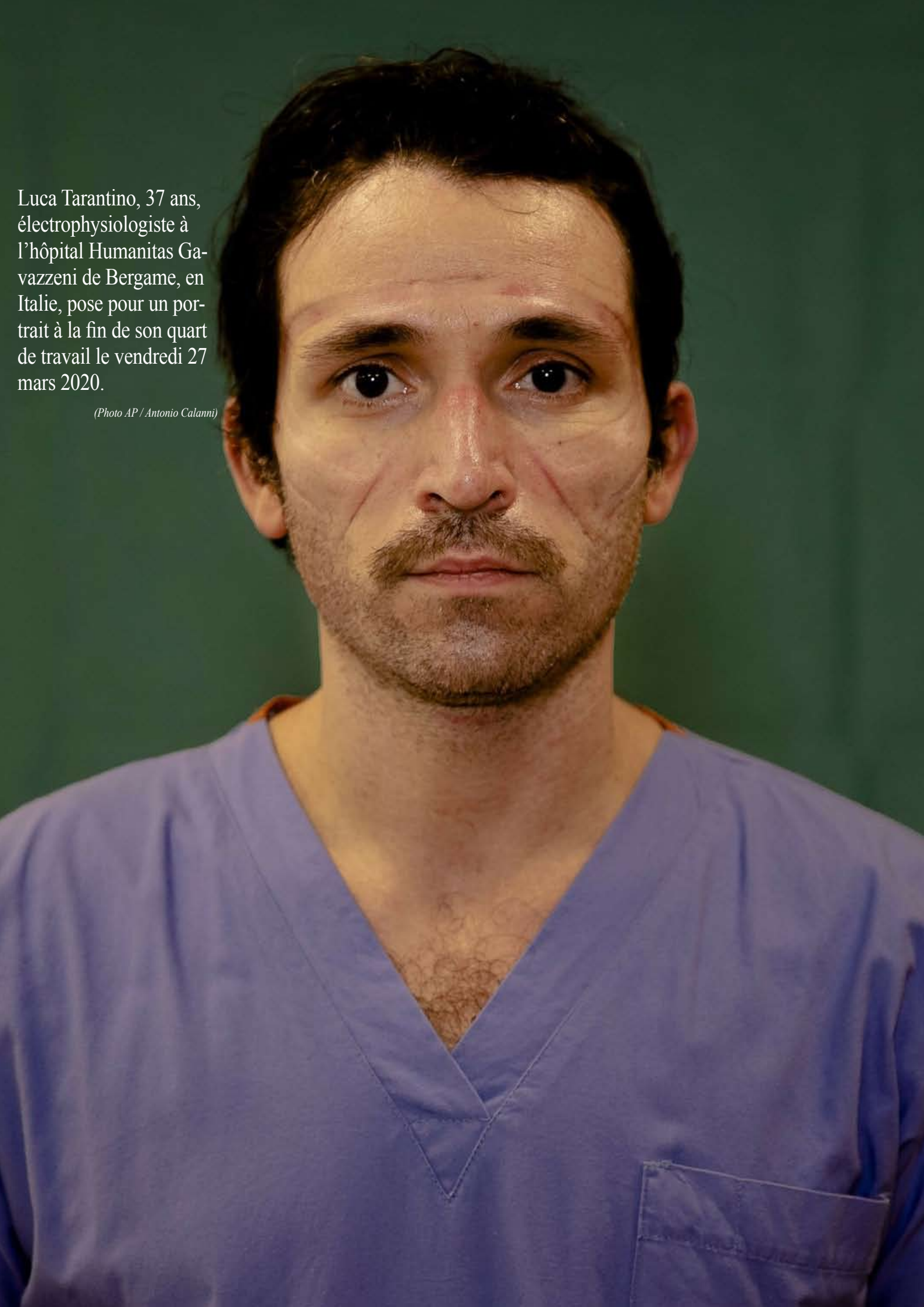
Lucia Perolari, 24 ans, infirmière à l'hôpital Humanitas Gavazzeni de Bergame, en Italie, pose pour un portrait à la fin de son quart de travail le vendredi 27 mars 2020.

(Photo AP / Antonio Calanni)



Alessandro D'Aveni, 33 ans, oncologue travaillant dans l'unité de soins sub-intensifs COVID de l'hôpital Humanitas Gavazzeni de Bergame, en Italie, pose pour un portrait à la fin de son quart de travail le vendredi 27 mars 2020.

(AP Photo / Antonio Calanni)



Luca Tarantino, 37 ans, électrophysiologiste à l'hôpital Humanitas Gavazzeni de Bergame, en Italie, pose pour un portrait à la fin de son quart de travail le vendredi 27 mars 2020.

(Photo AP / Antonio Calanni)

FACE AU CONFINEMENT, UN ÉLAN DE SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE À CONSOLIDER D'URGENCE

• *Par Manon Laporte*

Les mesures exceptionnelles de confinement mises en place par le gouvernement pour contrer l'épidémie de COVID-19 suscitent un élan spontané et inédit de solidarité intergénérationnelle. Il est crucial qu'il puisse être organisé et pérennisé au-delà de la crise : des enjeux sociaux et économiques cruciaux en dépendent.

La pandémie qui frappe sévèrement l'Europe a un effet pour le moins inattendu : elle éveille un mouvement sans précédent de solidarité intergénérationnelle – laquelle restait jusqu'alors très frileuse. Dans chaque ville, dans chaque quartier de France, on voit les plus jeunes se porter volontaires pour apporter courses ou médicaments aux personnes âgées, fragiles ou peu mobiles.

Cette mobilisation est favorisée bien sûr par les réseaux sociaux : des boucles d'entraide locales, spécialement mise en place pour faire face à cette situation exceptionnelle, proposent des conseils, des informations, des mises en relations entre aidés et aidants. Les réseaux de solidarité s'organisent également « en physique» : les affichettes fleurissent dans les halls d'immeubles pour pro-

poser des services aux seniors, les association se mobilisent – comme Voisins Solidaires qui préconise un « panneau des voisins » où chacun peut noter ses besoins ou ses disponibilités.

On ne peut que se réjouir d'un tel mouvement. Toutefois à l'heure où la France compte un million de seniors supplémentaires tous les cinq ans, la solidarité intergénérationnelle ne peut rester une simple option, un phénomène passager en temps de guerre ou d'épidémie. Elle représente non seulement un enjeu sociétal majeur, en prise avec l'emploi, les compétences, le logement, le numérique et le sport, mais aussi un maillon de consolidation essentiel du pacte républicain. L'activer face à une crise, de façon intermittente, ne suffit pas. C'est chaque jour que nos aînés ont besoin d'aide et de contact, chaque jour qu'ils peuvent partager leur expérience et eux-mêmes aider les plus jeunes : la vitalité du lien entre les âges doit devenir un enjeu permanent.

Ajoutons à cela que la crise a plus que jamais révélé les faiblesses du système d'accueil et d'hébergement des personnes âgées dépendantes : en EHPAD, notamment, qui pâtissent d'un manque dramatique de moyens et de personnel, nos seniors souffrent trop souvent de conditions de vie indignes. Ce modèle, daté, doit être entièrement repensé. Là encore, le logement intergénérationnel peut offrir une alternative extrêmement intéressante.

Or force est de constater que la France, à l'endroit de la solidarité intergénérationnelle, accuse un retard sérieux au regard de ses voisins de l'OCDE - notamment de l'Allemagne ou du Canada, pionniers des politiques publiques en la matière.

Selon l'outil d'analyse Socioviz, le hashtag a été partagé des dizaines de milliers de fois et continue aujourd'hui d'alimenter le fil des discussions sur Twitter, accompagné des mots-clés #covid19, mais aussi #politique, #masques, #lrem, #gouvernement…

En France, il n'existe à ce jour aucune instance chargée de coordonner les actions en faveur du rapprochement des âges de la vie au niveau national. Dans les territoires, les Conseils intergénérationnels existent, mais uniquement à petite échelle : les Régions ou les Départements financent des actions intergénérationnelles ponctuelles et isolées, et ciblées principalement sur le logement. Malgré une recrudescence des actions intergénérationnelles bénéficiant d'un financement régional, aucune instance consultative de type conseil intergénérationnel n'a été créée dans les régions. Les instances consultatives au sein des départements d'Île-de-France ne tiennent qu'au Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie : cette instance ne concerne que les seniors et les personnes handicapées. Les jeunes et l'intergénérationnel ne sont nullement pris en compte.

Face à la crise toutefois, les collectivités territoriales innovent et multiplient les initiatives pour favoriser le lien. Le conseil régional d'Île-de-France, par exemple, met à disposition de l'État certains lycées franciliens pour la garde des enfants et des personnels de santé, adresse des kits à ses élus pour favoriser les liens entre voisins, ouvre des locaux de la Région pour les personnes les plus vulnérables – notamment à travers l'initiative Maisons Solidaires, en partenariat avec l'association Voisins Solidaires.

Cet élan doit être consolidé. Compte tenu des enjeux économiques et sociaux qu'elle suppose, la solidarité intergénérationnelle doit faire au plus vite l'objet d'une coordination à titre permanent et d'une politique publique régionale, sinon nationale.

La crise terrible que nous vivons, au milieu de conséquences sanitaires et économiques dramatiques, ouvre tout du moins une fenêtre d'espoir sur ce sujet. Nous devons saisir le vaste élan de solidarité intergénérationnelle qu'elle suscite pour le pérenniser dans notre culture, nos réflexes quotidiens, nos institutions. Les liens noués en temps confinement doivent être organisés et s'inscrire dans la durée : il en va de l'avenir de notre cohésion sociale.

Manon Laporte
Conseillère régionale d'Ile-de-France, Déléguée spéciale en charge de l'intergénérationnel auprès de la Présidente

LA FRANCE EN GUERRE

• *Paris par: Khaled Saad Zaghloul*

Depuis son apparition en décembre, l'épidémie du virus Covid-19, propage dans le monde devenue une pandémie puis qu'elle a touché jusqu'à la date du 1er avril, 935.189 cas confirmés et a fait au total 47.192 morts dans le monde. dans 179 pays. La bonne nouvelle, il y a 203 209 personnes sont déjà guéries.

Au moins 46 pays et territoires ayant appelé leur population à rester confiné. Quelque trois milliards d'êtres humains sont resté confinés chez eux, soit plus du tiers de la population mondiale.

Après la Chine, l'Europe était devenu l'épicentre de l'épidémie. Depuis les États-Unis désormais comptant le plus grand nombre de cas de coronavirus, devant la chine et l'Italie et l'Espagne avec 215 003 décès.

la France, cinquième pays touché, confinée depuis le 17 mars jusqu' à le 15 avril, le confinement certainement amené à se poursuivre pendant plusieurs semaines au-delà prononcé par le premier ministre Edouard Philippe .comme les plus parts des pays, le gouvernements des pays contaminés par le covid-19, la France a voulu attraper le retard en poursuivant des mesures importantes et stricts pour enrayer l'épidémie. Avec des arrêtes et d'ordonnances historiques, à la

hauteur des attentes mais les derniers chiffres inquiétants. le 1er Avril, les autorités sanitaires annoncent 56 989 personnes sont contaminées et 4032 sont décédées, soit 499 décès en hôpital supplémentaires en 24 heures et 6017 personnes en réanimation, et le pic n'est pas encore venu en France pour rendre compte réellement de l'évolution et la gravité de la pandémie. On recense actuellement 24 639 personnes hospitalisées. Heureusement, il y a 10 935 personnes sont sorties guéries de l'hôpital jusqu'à cette date.

le 7 mars, Le bilan faisait état que de 716 cas confirmés sur le territoire français et 11 personnes décédées. La France devrait passer plus tôt, en stade 3 pour stopper la propagation du virus mais le chef de l'Etat avait rappelé que le passage en stade 3, signifie que l'épidémie circule dans toutes les régions de France et prévoyait de nouvelles mesures de protection. En constatant que l'Italie a confiné 26 million d'italien mais les nombres des victimes augmentent toujours !!! Quelle erreur stratégique.

Je pense que cela était une faute de lecture des autorités françaises, ils n'ont pas appris de La réussite de la stratégie chinoise dans la gestion du virus. Les chinois ont d'ailleurs réussi à changer le cours d'une épidémie, sans vaccin, ce qui est extraordinaire. Malgré l'ampleur de la crise et la virilité du Covid-19, en appliquant une stratégie de confinement rapide de quelques grandes villes, ils n'ont pas fait passer leur peuple par les 3 étapes à la française pour isoler les citoyens , les villes et en revenant à des politiques de santé publique basiques, ont endigué la propagation. C'était le message que la France et ses deux sœurs l'Italie et l'Espagne devraient recevoir rapidement de la grande Chine.

Il faut signaler aussi que Le confinement malgré son retard, en France, a sauvé plus que 6000 personnes. Et continue de sauver chaque jour des centaines de citoyens.

le président français Emmanuel Macron a très vite prit la gestion de la crise sanitaire pour réparer en catastrophe la gaffe du gouvernement et a créé; un nouveau conseil de défense sanitaire à l'Elysée réunissant les forces et cadres majeurs de l'états pour faire le point chaque jour sur la propagation du coronavirus en France et pour gérer la crise sanitaire. Le chef de l'état a lancé plusieurs appels à la « discipline » et à la « responsabilité » aux Français en les invitant à reporter sine die leurs visites aux personnes âgées, qui sont l'une des populations les plus fragiles face au Covid-19. « Durant cette épidémie, il faut absolument limiter les visites au maximum » aux anciens, a-t-il pressé. Ces jours-ci, les membres du gouvernement qui y sont conviés (dont le Premier ministre, Edouard Philippe, et les ministres des affaires étrangères et de la défense et de l'économie et des finances et du travail, de l'interieur Jean-Yves Le Drian, Florence Parly, Olivier Véran ou Bruno Le Maire, Muriel Pénicaud Christophe Castaner) avaient été priés de ne pas s'éloigner de Paris dans cette perspective.

Le Ministre de l'Intérieur a appelé les français à respecter les mesures du confinement mises en place depuis dernier, et à rester chez eux pendant cette période.

Ils participent tous au plan de bataille de prévu par Macron pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, le Conseil des ministres a adopté de nouvelles ordonnances pour sauver le pays sur le plan de la santé et social et économique. le sommet de l'Etat est mobilisé et prépare les esprits au passage en stade 4 de la propagation du virus. le président de la République s'affiche en première ligne.

Macron devint chef de guerre…

Dans un discours fort, en multipliant les mesures drastiques, le chef d'Etat français a voulu souder la nation face à un ennemi inconnu : le coronavirus.

Cela ressemble beaucoup à l'état d'urgence. le soir 12 mars, le visage grave, Emmanuel Macron a annoncé une batterie de mesures radicales afin de « freiner l'épidémie », « gagner du temps » face au Covid-19. Fermeture à partir du début de la semaine prochaine des crèches, écoles, lycées, collèges, universités. Les personnes âgées de plus de 70 ans, celles souffrant de maladies chroniques, celles handicapées seront confinées « autant que possible » à leur domicile. Généralisation du travail à distance. Limitation « au maximum » des rassemblements. Mobilisation de « toutes les forces de l'état »

le président français Emmanuel Macron a très vite prit la gestion de la crise sanitaire pour réparer en catastrophe la gaffe du gouvernement et a créé; un nouveau conseil de défense sanitaire à l'Elysée réunissant les forces et cadres majeurs de l'états pour faire le point chaque jour sur la propagation du coronavirus en France

Plan massif pour l'hôpital

Mercredi 25 mars, dans un déplacement très symbolique à Mulhouse la ville la plus touché de France par l'épidémie pour visiter l'hôpital de campagne installé par l'armée pour soutenir les hôpitaux du grand Est dans la lutte contre le Covid-19, Macron a lancé d'un plan massif d'investissement et de revalorisation des carrières à l'hôpital à l'issue de la crise.

Les français saluent chaque soir depuis leurs balcons et applaudissent 10 mn l'engagement de l'ensemble

du personnel de santé, le président de la République a précisé que, à court terme, l'ensemble du personnel soignant, « dans cette guerre en première ligne », et des fonctionnaires mobilisés verra leurs heures supplémentaires majorées et recevront des primes exceptionnels.

Mobilisation de l'armée

À six reprises, dans son discours télévisé du 16 mars, Macron a martelé que la France était en guerre. Dans un autre discours le 25 mars où a encore une fois utilisé un vocabulaire guerrier : « Nous sommes en guerre et face à ce qui se profile, ce pic de l'épidémie qui est devant nous, j'ai décidé, sur proposition de la ministre des Armées et du chef d'état-major des Armées, de lancer l'opération Résilience. Cette opération, distincte de l'opération Sentinelle qui continue de se concentrer sur la lutte contre le terrorisme quant à elle, cette opération Résilience sera entièrement consacrée à l'aide et au soutien aux populations ainsi qu'à l'appui aux services publics pour faire face à l'épidémie de Covid-19 en métropole et en outre-mer, en particulier dans les domaines sanitaire, logistique et de la protection. Dans ce cadre, j'ai d'ores et déjà décidé de déployer immédiatement le porte-hélicoptères amphibies Mistral dans le sud de l'Océan Indien et à partir de début avril le porte-hélicoptères Dixmude ira se positionner dans la zone Antilles Guyane en soutien de nos territoires ultramarins. » a annoncé le chef de l'état.

Rassemblement des partenaires sociaux

Emmanuel Macron a également annoncé que les partenaires sociaux seraient réunis vendredi 27 mars, secteur par secteur, pour apporter des réponses aux craintes des salariés de la « deuxième ligne » : « ceux qui transportent, hébergent, dépannent, les agriculteurs, le secteur de l'alimentation, les commerces de première né-

cessité, tout le peuple travailleur de France qui se bat et est angoissé mais permet au pays de vivre. ».

300 milliards d'euros des prêts bancaires garantie par l'état

S'agissant des entreprises, nous mettons en place un dispositif exceptionnel de report de charges fiscales et sociales, de soutien au report d'échéances bancaires et de garanties de l'Etat à hauteur de 300 milliards d'euros pour tous les prêts bancaires contractés auprès des banques. Pour les plus petites d'entre elles, et tant que la situation durera, celles qui font face à des difficultés n'auront rien à débourser ni pour les impôts, ni pour les cotisations sociales. Les factures de gaz ou d'électricité ainsi que les loyers devront être suspendus.

Guerre des masques entre la Suède et la France

L'épisode révélateur de la guerre des masques se joue sur la planète , Il n'est pas nécessaire d'être ennemis pour se combattre. Entre la Suède et la France, une «guerre des masques» a éclaté début mars, entre les deux nations appartiennent à l'Union européenne, alliées militaires et économiques ,mais le gouvernement du pays nordique est furieux, lorsque la France réquisitionne, à Lyon, 4 millions de masques appartenant à l'entreprise suédoise Mölnlycke, un géant du secteur médical spécialisé dans les produits jetables (masques, blouses pour bloc opératoires, etc.). Deux jours auparavant, le président Emmanuel Macron a, en effet, signé un «décret de réquisition» permettant au gouvernement, comme en temps de guerre, de saisir tous stocks de produits et matériels se trouvant sur le territoire français afin de lutter contre le Covid-19,

Stratégie agressive de Trump

Selon le président de la région Paca Renaud Muselier, Un chargement de 40 millions de masques Fabriqués en Chine qui devaient arriver en France ont été détournés vers les Etats-Unis sur le tarmac d'un aéroport chinois. Commandé par le président de la région Provence Alpes Côte d'Azur avec le paiement a été réalisée mais la commande française a été achetée par les Américains cash, et l'avion qui devait venir en France est parti directement aux Etats-Unis. les Américains les achètent (les masques) partout où ils en trouvent, « double le prix ». Une stratégie agressive qui ne laisse que peu de marge de manœuvre pour les régions. Le président Américain commande trois milliards de masques donc la France passe toujours après. Il faut signaler que la

chine a déjà fait un don à la France d'un milliard de masque mais cela n'est pas assez.

«Produire en France» l'indépendance industriel de la France

Samedi 28 mars, le gouvernement a annoncé l'instauration d'un pont aérien avec la Chine pour acheminer en toute sécurité des cargaisons de masques, dont les soignants manquent cruellement pour se protéger face à l'épidémie de coronavirus. Les français médecins infirmiers et citoyens ne trouvent pas de masque, certains médecins et leurs cadres médicaux travaillent avec les contaminés sans masques, ils sont la guerre sans armes c'est pourquoi, il y avait centaines employés des hôpitaux sont morts dont 5 médecins et 37 infirmiers. Il y a aussi centaine en réanimation. La France a commandé «plus d'un milliard» de ces masques selon le ministre de la Santé, Olivier Véran, précisant que les personnels soignants avaient besoin de 40 millions de masques par semaine. Mais la chine met trop de temps pour les produire à cause des commandes mondiales, le nombre des morts et des contaminés augmente sans cesse, c'est pourquoi le président Macron veut « rebâtir » l'indépendance économique de la France, c'était l'occasion en or, pour le jeune président d'entrer dans l'histoire. Il a lancé un appel à une reconstruction de « notre souveraineté nationale et européenne ». « Il nous faut retrouver la force morale et la volonté pour produire davantage en France et retrouver cette indépendance », martèle-t-il. Un état d'urgence « sanitaire » a été voté qui ressemble en fait à des états d'urgence antérieurs mais avec un champ plus large puisque, à part modifier la Constitution, le pouvoir peut tout faire, y compris modifier le droit du travail. L'objectif affirmé par Macron est avant tout de gagner la « guerre sanitaire». Et, assène le président, non seulement cette guerre sera gagnée mais ensuite, rien ne sera comme avant : « Beaucoup de certitudes, de convictions seront balayées, seront remises en cause. le jour d'après, quand nous aurons gagné, ce ne sera pas un retour aux jours d'avant. Nous serons plus forts moralement. Nous aurons appris et je saurai aussi avec vous en tirer toutes conséquences, toutes les conséquences. »

En visite dans une usine de masques chirurgicaux, le président de la République a multiplié les annonces concernant la production de masques et de respirateurs sur le territoire national. La production triplée en quelques semaines

Les quatre entreprises françaises de masques vont accroître leur production selon la demande du chef de l'état et, ce faisant, permettre de porter l'effort national de 15 à 40 millions d'unités par mois courant avril. Mais il faut encore « importer massivement et vite », admet lui-même Macron. « Plus d'un milliard venant de Chine avec des commandes supplémentaires qui sont d'ores et déjà passées. » Sans compter les autres professionnels, dont les transporteurs, pompiers, forces de l'ordre, caissiers, qui sont eux aussi dans « l'angoisse » et « l'attente ». « Il est aujourd'hui impossible de leur promettre ces masques FFP2 ou chirurgicaux », admet le chef de l'Etat, prévoyant toutefois de fournir « progressivement » des protections « à toutes ces professions » grâce aux 85 prototypes récemment validés. Un consortium d'industriels doit par ailleurs fabriquer « 10 000 respirateurs » d'ici à mi-mai. Les besoins pour le personnel soignant et les Ehpad sont évalués à 40 millions par semaine. Dans il a ordonné les usines français à produit 10 million de masques par semaine

Le Messie de la médecine française

Une bonne nouvelle dérivée de la concurrence entre chercheurs du monde qui font la course contre la montre dans les laboratoires des Départements de microbiologie, infectiologie et immunologie et dans les Universités des pays des 5 continents, pour trouver la solution magique. Ils orientent leurs activités de recherche jour et nuit pour s'engager dans la course au vaccin contre la COVID-19. Il y a 60 vaccins proposés par les chercheurs américains et canadiens et japonais et chinois et allemands mais la solution viendra sûrement par le génie français le professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection à Marseille figure comme le sauveur, il est désormais même candidat au prix de Nobel de la médecine 2020 dans la période après la pandémie. connu comme la «star mondiale» de la microbiologie. Deux bactéries portent déjà son nom Raoultella planticola et Rickettsia raoultii, Il est aussi à l'origine de la découverte de dizaines de bactéries pathogènes.Ce scientifique assure avoir guéri des patients, grâce à un dérivé de la chloroquine, indiquant que 1003 patients sont actuellement traités à la Timone avec le protocole hydroxychloroquine-azithromycine (un antipaludéen associé à un antibiotique). Il avait déjà traité auparavant 24 malade de coronavirus et les résultats étaient étonnantes avec la guérison de 19 cas où leurs corps étaient vidés totalement du virus covid-19 et ne sont plus contagieux.

• ***Paris par: Khaled Saad Zaghloul***

CORONAVIRUS : # ILS SAVAIENT, # ON N'OUBLIRA PAS... LA GROGNE SOCIALE MONTE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

• *Hakima Bounemoura*

De nombreux internautes reprochent à l'exécutif de ne pas avoir anticipé l'épidémie de coronavirus et de ne pas être suffisamment transparents dans la gestion de la crise sanitaire
Entre pénurie de masques et dépistages tardifs, les Français jugent de plus en plus sévèrement l'action du gouvernement.

Le hashtag #IlsSavaient, associé au mot-clé #OnNoublieraPas ont ainsi émergé sur les réseaux sociaux ces derniers jours, et font aujourd'hui partie des sujets les plus discutés sur Twitter.

« Ces mots-clés concentrent aujourd'hui toutes les colères, et aussi une forme d'angoisse », explique Pascal Froissart, maître de conférences à l'Université de Paris VIII et chercheur au Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation.

« Ils rassemblent tout le mécontentement de ceux qui ont le sentiment d'avoir été trompés », ajoute Philippe Pascot, l'une des figures des gilets jaunes.

« Le nombre de cas positif double tous les trois-quatre jours »… Après presque deux semaines de confinement, le coronavirus continue dangereusement de progresser en France. Depuis le début de l'épidémie, 2.600 personnes sont mortes et plus de 19.000 sont actuellement hospitalisés, dont 4.600 en réanimation. Dans le même temps, la défiance envers le gouvernement ne fait que croître. Si les cotes de popularité d' Emmanuel Macron et d'Édouard Philippe progressent, 73 % des Français estiment que le gouvernement n'est pas à la hauteur, selon une enquête de l'institut Elabe parue mercredi.

Entre pénurie de masques et dépistages tardifs, les Français jugent de plus en plus sévèrement l'action du gouvernement. Le hashtag #IlsSavaient, associé au mot-clé #OnNoublieraPas (ou #OnNoublieraRien) ont ainsi émergé sur les réseaux sociaux ces derniers jours, et font aujourd'hui partie des sujets les plus discutés sur Twitter. De nombreux internautes reprochent à l'exécutif de ne pas avoir anticipé la crise sanitaire. Beaucoup accusent ainsi les autorités d'avoir tardé à réagir et de ne pas être suffisamment transparentes dans la gestion de la crise.

Selon l'outil d'analyse Socioviz, le hashtag a été partagé des dizaines de milliers de fois et continue aujourd'hui d'alimenter le fil des discussions sur Twitter, accompagné des mots-clés #covid19, mais aussi #politique, #masques, #lrem, #gouvernement…

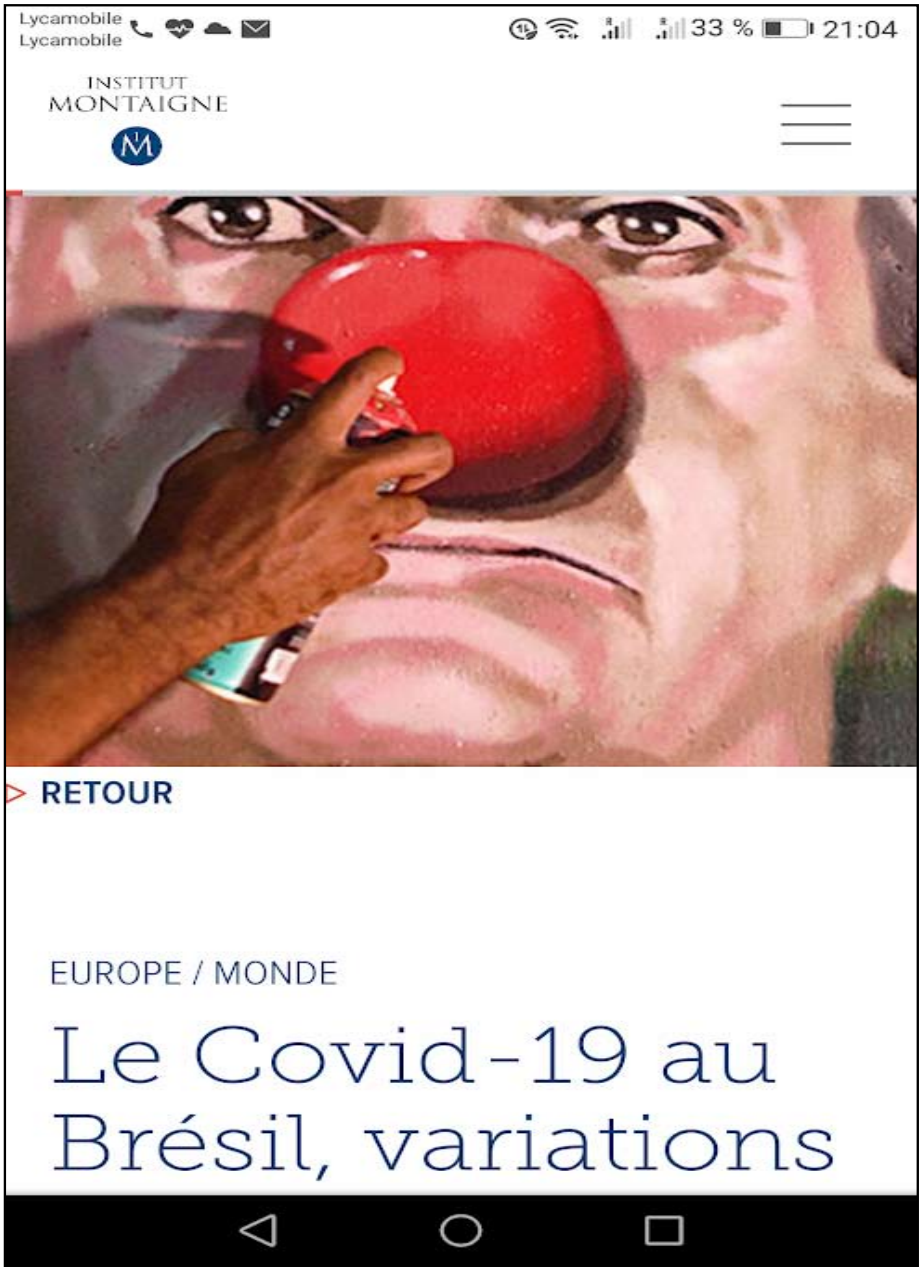
« Ces hashtags concentrent aujourd'hui toutes les colères »

« Le hashtag #IlsSavaient est apparu sur Twitter le samedi 21 mars, juste après la déclaration d'Agnès Buzyn qui assurait avoir prévenu le gouvernement de la gravité de l'épidémie de Covid-19, dès le mois de janvier », explique Pascal Froissart, maître de conférences à l'Université de Paris VIII et chercheur au Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CÉMTI). Les propos de l'ancienne ministre de la Santé ont abondamment été repartagés, et ont rapidement mis le feu aux poudres sur les réseaux sociaux. « #IlsSavaient et n'ont rien fait. Des têtes doivent tomber rapidement » ou encore « #IlsSavaient et essaient de nous rendre responsable de leur incurie (…) La macronie nous oblige à aller bosser, pour essayer de sauvegarder les intérêts de la finance », ont ainsi tweeté certains internautes.

Selon l'outil d'analyse Socioviz, le hashtag a été partagé des dizaines de milliers de fois et continue aujourd'hui d'alimenter le fil des discussions sur Twitter, accompagné des mots-clés #covid19, mais aussi #politique, #masques, #lrem, #gouvernement… « Il est aussi souvent associé à des thèmes comme les violences policières, l'opposition au gouvernement, les « gilets jaunes »… Il concentre aujourd'hui toutes les colères, et aussi une forme d'angoisse », ajoute le sociologue, spécialiste de la rumeur.

LE COVID-19 AU BRÉSIL, VARIATIONS SUR LE THÈME DE L'INCOMPÉTENCE

Jair Bolsonaro semble goûter au plaisir d'une singulière compétition dans les Amériques. Entre lui et Donald Trump, c'est à qui ira le plus loin dans le déni de réalité concernant le Covid-19. En effet, depuis le 26 février, date à laquelle a été révélée la première infection au Brésil (et en Amérique latine), le président brésilien n'a eu de cesse de minimiser l'importance de la menace sanitaire et de ridiculiser ses compatriotes qui, selon lui, cédaient à la panique.



Le 15 mars, à l'occasion d'une manifestation contre les institutions qu'il soutient, Bolsonaro prend un bain de foule à Brasilia, afin de montrer qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter. «Si je ne suis pas mort d'un coup de couteau, je ne vais pas mourir d'une petite grippe», déclare-t-il à ses détracteurs, en référence à l'agression subie pendant sa campagne électorale en 2018. Les images du président entouré de ses supporters provoquent un énorme scandale dans le pays. De nombreuses voix s'élèvent pour critiquer son irresponsabilité et réclamer sa destitution. Le 17 mars, un concert de casseroles (panelaço) témoigne de la montée de l'insatisfaction, comme à l'époque des manifestations appelant à la destitution de Dilma Rousseff en 2016. Depuis, la courbe des personnes infectées par le virus révèle une progression géométrique, mais rien n'y fait. Bolsonaro a recours à la même rhétorique agressive et insultante qu'il avait inaugurée pour pourfendre l'accord de Paris sur le changement climatique en 2019.

De nombreuses voix s'élèvent pour critiquer son irresponsabilité et réclamer sa destitution. En l'absence de leadership et de décisions du président, les gouverneurs des États et les maires des grandes villes prennent des initiatives pour suivre les consignes de l'OMS de confinement et distance sociale. Ils cherchent notamment à freiner la mobilité des Brésiliens à l'intérieur du pays. Ces mesures sont qualifiées d'»hystériques» par Bolsonaro qui accusent les gouverneurs de pénaliser l'économie.

Lorsque le gouverneur de l'État de São Paulo, João Doria, décrète une quarantaine de deux semaines et ferme les centres commerciaux et les offices religieux, Bolsonaro s'énerve : «L'État ne peut pas empêcher de se réunir les groupes religieux», et il accuse Doria d'être en campagne électorale. Le maire de São Paulo, Mario Covas, décrète quant à lui l'état d'urgence sanitaire dans la capitale économique du Brésil, épicentre du virus.

À l'image de Trump, plus préoccupé par la santé économique que par celle de ses concitoyens, Bolsonaro signe le 23 mars un décret autorisant les entreprises à suspendre le versement de salaires pendant 4 mois, provoquant l'émoi des travailleurs. Le mimétisme avec Trump l'amène à accuser la Chine d'avoir masqué la vérité, ce qui provoque un incident diplomatique.

Le 24 mars, alors que les chiffres officiels font état de 46 morts et 2200 personnes infectées, le président Bolsonaro tient des propos ahurissants à la télévision. Il semble s'adresser à sa base de soutien radicalisée bien plus qu'aux Brésiliens. Se voulant rassurant («le virus est arrivé, nous l'affrontons et très vite il passera»), il conjure ses concitoyens de ne pas céder à la panique, et annonce qu'il faut «revenir à la normalité». Puis il enjoint le «petit nombre d'autorités étatiques et municipales d'abandonner le concept de la terre brûlée, la politique d'interdiction des transports, la fermeture des commerces et le confinement de masse», au moment où son ministre de la Santé s'emploie à convaincre les Brésiliens de rester chez eux. Il termine en se montrant bravache : «pour ce qui me concerne, au cas où je serais infecté, ne vous en faites pas, ce sera juste une petite grippe, un petit refroidissement».

Comment comprendre un tel comportement ? Bolsonaro semble déjà en campagne électorale, alors que les élections auront lieu en octobre 2022.

En 2019, pour la première année de son mandat, il a vu fondre ses soutiens à mesure que les chiffres économiques montraient une croissance atone (1,1 % en 2019). En ce début d'année 2020, le prix des matières premières, et notamment du pétrole, n'incitaient pas à l'optimisme concernant la croissance à mi-mandat. Le coronavirus a bousculé tous les pronostics, en provoquant d'ores et déjà la sortie de 12 milliards de dollars en 2 mois. La monnaie s'est aussi dépréciée à un niveau historique. La posture de Bolsonaro à l'occasion de la crise vise d'abord et avant tout à stimuler ses soutiens, toujours galvanisés par la rhétorique provocatrice et la désignation d'ennemis.

La posture de Bolsonaro à l'occasion de la crise vise d'abord et avant tout à stimuler ses soutiens, toujours galvanisés par la rhétorique provocatrice et la désignation d'ennemis.

Mais ce qui se joue à l'occasion de la crise va au-delà de la préparation anticipée des joutes de campagne électorale. Bolsonaro a réussi en très peu de temps à faire converger toutes les oppositions. Son vice-président (Hamilton Mourão), les présidents des deux chambres fédérales, plusieurs ministres (dont des militaires), les 27 gouverneurs, la finance, les maires des grandes villes, la rue : tous sont contre lui. Même si le «tous contre moi» ne lui déplait pas, cette situation annonce une deuxième partie de mandat conflictuelle, et une vraisemblable fin de partie pour la droite radicale brésilienne.

Le pacte fédéral brésilien est tout spécialement affecté. Les gouverneurs suivent les instructions de l'OMS et ignorent les injonctions du président.

Le pacte fédéral brésilien est tout spécialement affecté. Les gouverneurs suivent les instructions de l'OMS et ignorent les injonctions du président. Le gouverneur de São Paulo, Doria, est en première ligne (et en campagne). Sa façon d'interpeller le président («Président, je vous demande de faire preuve de sérénité, calme et équilibre») a suscité une réponse ferme : «gardez vos conseils pour 2022 quand vous pourrez distiller votre haine et votre démagogie». Le fédéralisme est moins coopératif que jamais.

Rien ne prédestinait le Brésil à une telle réaction incohérente à l'arrivée du coronavirus. Le Brésil possède en effet une riche expérience en matière de réponse aux crises épidémiologiques (Dengue, Zika, Chikunguña). Son système de santé est très inégalitaire, mais les soins sont offerts à tous grâce au Système unique de santé (SUS) et le personnel médical est de qualité. Dans la course contre la montre qui est engagée contre le virus, le président Bolsonaro représente un véritable handicap son pays. Reste à savoir s'il en paiera le prix politique.

Par Olivier Dabène
PROFESSEUR DE SCIENCE POLITIQUE À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS (SCIENCES PO)

CORONAVIRUS:
EUROPÉENNE AU DÉFI DE LA SOLIDARITÉ

Le coronavirus fait resurgir la division entre Européens du Nord et du Sud avec des risques économiques et politiques.

Antonio Costa lors d'une conférence de presse à Lisbonne à l'issue de la téléconférence extraordinaire du Conseil de l'UE sur la riposte commune à l'épidémie de coronavirus, le 26 mars 2020.ANTONIO PEDRO SANTOS/EPA

La Commission européenne va proposer un nouveau projet de budget de l'UE pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie de coronavirus », a annoncé sa présidente, Ursula Van der Leyen, samedi 28 mars. Est-ce pour faire oublier l'échec des dirigeants européens, jeudi 26 mars, à s'entendre sur une riposte économique forte face à la crise sanitaire?

La Croix vous explique, avec lumière et

clarté, le monde qui vous entoure, afin que vous puissiez bâtir votre opinion.

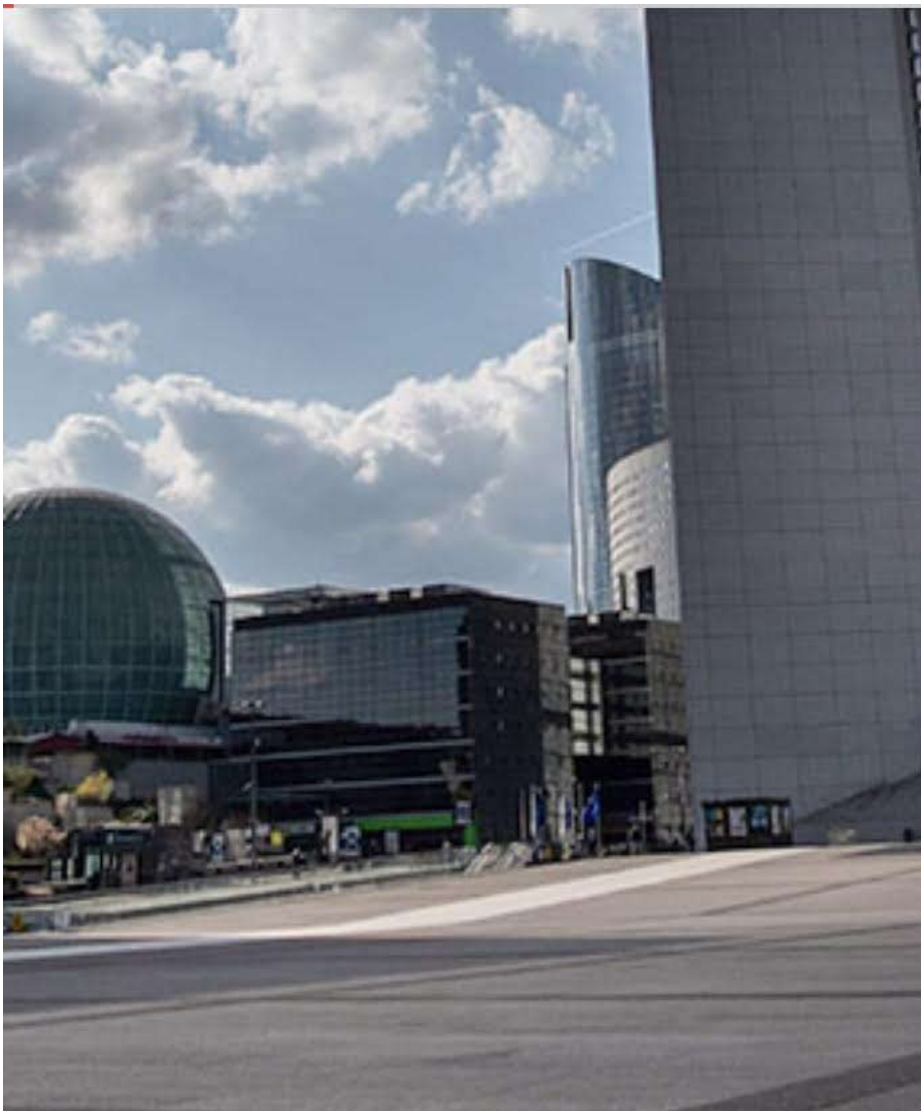
Ce sommet a vu resurgir les divisions entre Européens du Nord et du Sud, comme pendant la crise de la dette grecque à partir de 2009. Neuf pays, dont la France, avait demandé la création d'un instrument de dette commun – alias des « coronabonds » – pour financer des mesures d'urgence et de long terme. Mais ils se sont heurtés au refus de l'Allemagne et des Pays-Bas notamment, toujours méfiants envers les pays jugés laxistes au plan budgétaire. Les 27 ont seulement décidé de renvoyer le sujet aux ministres européens des Finances, sous dix jours.

Choc collectif

Du coup, le premier ministre portugais Antonio Costa a dénoncé la « mesquinerie récurrente » des Pays-Bas, et le ministre des affaires étrangères italien Luigi di Maio a assuré « attendre que l'Europe fasse sa part, parce que les belles paroles, on ne sait pas quoi en faire ». Et le président français Emmanuel Macron d'en appeler, vendredi 27 mars, à la solidarité budgétaire européenne, dans un entretien à la presse italienne

Voilà donc à nouveau l'UE au défi de l'unité et de la solidarité entre ses membres. Certes, la Commission fait valoir que l'Allemagne accueille des patients de France et d'Italie dans ses hôpitaux, et que Berlin, Paris et Vienne envoient des masques en Italie.

« Mais dès que l'on parle budget, cela coince, observe l'économiste Philippe Waechter chez Ostrum AM. Il s'agit pourtant d'un choc collectif, dont nul n'est responsable et qui n'épargnera aucun pays. En outre, l'Espagne et le Portugal ont fait beaucoup d'efforts depuis la crise de la dette pour redresser leurs comptes et leur économie. » L'idée des coronabonds « a l'avantage pour les "rigoristes" d'être un instrument limité au coronavirus. On ne parle pas de transferts financiers permanents entre le Nord et le Sud ».



Repli nationaliste

Ces doutes sur la solidarité intra-européenne pourraient-ils provoquer une crise financière accrue en Europe ? Alors que les marchés se montrent nerveux, « il n'en faudrait pas beaucoup plus pour que la situation se dégrade », estime Philippe Waechter. Thierry Chopin, professeur à l'Université catholique de Lille, pointe l'autre danger, le « repli national, voire nationaliste ».
Quant à Jacques Delors, il souligne dans un communiqué que le manque de solidarité « fait courir un danger mortel à l'UE (…). Le microbe est de retour ».

ÉTATS-UNIS : LA GESTION ERRATIQUE DE DONALD TRUMP N'AIDE PAS LES ÉTATS

Les États les plus touchés par la pandémie se plaignent de la mauvaise coordination au niveau fédéral

En dépit des critiques, le président, omniprésent dans les médias, semble conforter sa posture .dans l'opinion

François d'Alançon,

Entre ses points de presse quotidiens et ses tweets en rafales, Donald Trump continue à saturer l'espace médiatique. Omniprésent sous les projecteurs, le président américain gère la crise comme dans The Apprentice, l'émission de téléréalité de la chaîne NBC qui l'avait rendu célèbre. À coups de remarques improvisées, et souvent contradictoires, mais qui le mettent constamment au centre de l'attention médiatique.

La Maison-Blanche programme sa conférence de presse quotidienne en début de soirée - un timing qui lui assure une audience en « prime time ». Au cours des deux dernières semaines, les soliloques présidentiels quotidiens ont duré en moyenne près de 75 minutes chacun.

Conséquence immédiate de cette prédominance médiatique, la gestion américaine de la pandémie de Covid-19 met de plus en plus aux prises l'État fédéral, incarné par Donald Trump, et les États fédérés représentés par leurs gouverneurs. Toujours à la recherche du bouc émissaire, le président s'en prend régulièrement aux gouverneurs démocrates, sommés de se montrer « reconnaissants » s'ils veulent bénéficier du soutien de l'État fédéral.

Pas de quarantaine pour l'État de New York

Dernier épisode en date, Donald Trump a renoncé, samedi 28 mars, à placer en quarantaine les États de New York, du New Jersey et du Connecticut, quelques heures après avoir évoqué cette possibilité, au grand dam des gouverneurs de ces États. « Ce serait une déclaration de guerre contre les États qui sèmerait le chaos » a fustigé Andrew Cuomo. Depuis plusieurs jours, le gouverneur de l'État de New York, épicentre de la pandémie avec plus de 50 000 personnes testées positives, ne cesse de réclamer des respirateurs en nombre suffisant pour faire face au pic attendu dans les prochaines semaines.

« Quand vous manquez de clarté, cela peut générer de la confusion, qui peut mener à la panique », affirmait, de son côté, le gouverneur du Connecticut, Ned Lamont. « Et si vous tenez autant que le président à voir l'économie redémarrer, il faut faire très attention à ce que vous dites et à ce que vous ne dites pas ».

« La femme du Michigan »

Autre cible favorite de Donald Trump, Gretchen Whitmer, gouverneur du Michigan, cinquième État le plus touché. Celle que le président appelle « la femme du Michigan » a critiqué l'insuffisance des livraisons par le gouvernement fédéral de masques et autres équipements de protection, prélevés sur le stock fédéral d'équipement médical d'urgence, réparti sur l'ensemble du territoire américain.

Manque de transparence dans l'attribution de l'aide fédérale

Les États se heurtent à un système miné par des années de sous-financement, des changements incessants dans la chaîne hiérarchique et un manque de transparence dans les critères d'attribution.
Donald Trump et son vice-président Michael Pence affirment faire ce qui est nécessaire pour fournir aux États ce dont ils ont besoin, tout en les exhortant à acheter eux-mêmes le matériel. « Ce n'est pas au marché de déterminer la disponibilité et les prix des équipements nécessaires pour faire face à cette crise, répond le gouverneur démocrate de Virginie Ralph Northam. Nous avons besoin d'une réponse dirigée et coordonnée au niveau national ».

Après l'État de New York, le New Jersey, la Californie, l'État de Washington, le Michigan et l'Illinois sont les États les plus touchés, avec des concentrations dans les grandes villes. « Il y a 50 États avec différentes réponses apportées de la part des gouverneurs et des départements de santé publique locaux », souligne Thomas Tsai, professeur de santé publique à Harvard. « Nous assistons à l'émergence d'une anarchie fragmentée en cinquante États, en raison de l'absence totale de leadership fédéral », ajoute Jeremy Konyndiyk, ancien directeur à USAid, l'agence fédérale pour l'aide internationale.

Les mesures de distanciation sociale, seul point de consensus

En début de semaine, le Centre de contrôle des maladies (CDC), l'autorité de santé nationale, doit émettre ses nouvelles recommandations sur les mesures de confinement ainsi que sur les restrictions aux déplacements et aux rassemblements. Seul point de consensus à ce jour entre l'État fédéral, les États et les villes : les mesures de distanciation sociale sont nécessaires, afin de continuer à « aplatir la courbe », c'est-à-dire à ralentir le nombre et la vitesse à laquelle de nouvelles personnes sont infectées, afin que les hôpitaux soient le moins débordés possible.
Deux mois après la détection du premier malade, fin janvier, sur le sol américain, le pic de l'épidémie n'est pas encore atteint. Jusque-là, plus de 60 % de la population américaine est appelée à rester strictement confinée -- ce qui signifie qu'environ 30 % des quelque 330 millions d'habitants du pays ne le sont pas ou pas encore.

> **Après l'État de New York, le New Jersey, la Californie, l'État de Washington, le Michigan et l'Illinois sont les États les plus touchés, avec des concentrations dans les grandes villes.**

Un taux d'approbation en hausse

En dépit des critiques sur sa gestion erratique, le taux d'approbation de Donald Trump a remonté à 49 %, la note la plus élevée de sa présidence selon l'institut Gallup, contre 44 % plus tôt ce mois-ci. 60 % des sondés approuvent la façon dont il gère la pandémie. Encore plus frappant, selon un sondage CBS/YouGov, 90 % des républicains font confiance aux informations du président sur le coronavirus, presque à égalité avec les professionnels de la santé. « Même lorsque sa propre vie est littéralement en jeu, une partie importante de la population américaine ne croit plus en presque rien d'autre que le président » commente Susan Glasser dans le New Yorker.

DES VIRUS REBELLES DE FRANCE EN FLORIDE BAFOUENT LES PRATIQUES DE VERROUILLAGE

De jeunes adultes allemands organisent des «fêtes corona» et toussent vers les personnes âgées. Un Espagnol laisse une chèvre en promenade pour contourner les ordonnances de confinement. De la France à la Floride en passant par l'Australie, les kitesurfeurs, les étudiants et autres se pressent sur les plages.

PAR ELAINE GANLEY

Leur mépris des mandats de verrouillage et des conseils scientifiques pour lutter contre la pandémie de coronavirus a incité les autorités à réprimer les personnes qui tentent d'échapper à la claustrophobie provoquée par les restrictions virales. Dans certains cas, les rebelles du virus résistent - menaçant la police alors que les responsables expriment leur indignation face aux rassemblements publics qui pourraient propager le virus.

«Certains considèrent qu'ils sont de petits héros lorsqu'ils enfreignent les règles», a déclaré le ministre français de l'Intérieur, Christophe Castaner. «Et bien non. Tu es un imbécile, et surtout une menace pour toi-même. »

Après des jours de non-respect par des personnes refusant de rester à la maison et de ne s'aventurer que pour des tâches essentielles, la France a envoyé vendredi des forces de sécurité dans les gares pour empêcher les gens de se rendre dans leurs maisons de vacances, transportant potentiellement le virus à la campagne ou sur les plages où les infrastructures médicales sont moins soutenues. La célèbre promenade parisienne le long de la Seine a été fermée et un couvre-feu nocturne a été imposé dans la ville méditerranéenne française de Nice par le maire Christian Estrosi, infecté par le virus.

Les responsables de la Floride ont fermé

certaines des plages les plus populaires de l'État après la diffusion d'images de foules universitaires bruyantes, pendant les vacances de printemps, alors qu'était diffusé à la télévision pendant des jours le nombre croissant de morts dans le monde, dépassant 13 000 dimanche. L'Australie a fermé la célèbre Bondi Beach de Sydney après que la police ait été scandalisée par des photos de la foule.

Le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, a déclaré samedi que les personnes de 18 à 49 ans représentaient plus de la moitié des cas de coronavirus de l'État, les avertissant «vous n'êtes pas Superman et vous n'êtes pas Superwoman».

Beaucoup de gens ne se conformaient pas aux recommandations de distanciation sociale dans le vaste réseau de parcs de la ville de New York avant l'interdiction de se rassembler en groupes qui entrera en vigueur dimanche soir, a déclaré Cuomo.

«Vous pouvez finir par blesser quelqu'un que vous aimez ou blesser quelqu'un par inadvertance. La distance sociale fonctionne et vous en avez besoin partout », a averti Cuomo.

Alors que les nouveaux cas de coronavirus en Chine sont tombés à zéro plusieurs jours de suite, le médecin-chef de la Clinique internationale de Wuhan a été alarmé par ceux qui, ailleurs, refusaient de suivre les règles pour contenir le virus. Le Dr Philippe Klein a déclaré que les gens devraient considérer le confinement de dizaines de millions de personnes par la Chine comme un exemple à imiter «avec courage, patience et solidarité».

«Je vous exhorte, vous les Français, à appliquer les règles à notre manière», a déclaré Klein, qui est français.

Dans le monde, plus de 307 000 personnes ont été infectées. Pour la plupart, le coronavirus ne provoque que des symptômes légers ou modérés. Mais il peut provoquer des maladies plus graves chez d'autres , en particulier les personnes âgées et les personnes ayant des problèmes de santé existants. Quelque 92 000 personnes se sont rétablies, principalement en Chine, où le virus a frappé pour la première fois à la fin de l'année dernière.
Les virus rebelles ont tendance à aller des adolescents agités aux adultes riches qui peuvent se rendre dans leurs foyers. Même en Italie, où le nombre de morts par virus a explosé au-delà de la semaine dernière en Chine, les autorités tentent toujours d'empêcher les gens de sortir pour prendre l'air, le soleil et des visites avec des amis pour échapper à des vies enfermées.

Les marchés de producteurs français où les gens se rassemblent pour acheter de la nourriture ont posé un défi particulier aux policiers qui tentent de maintenir les gens à l'écart les uns des autres aux 2 mètres recommandés, ainsi que des projets de logements urbains négligés où la méfiance et la désobéissance aux autorités sont profondes. .

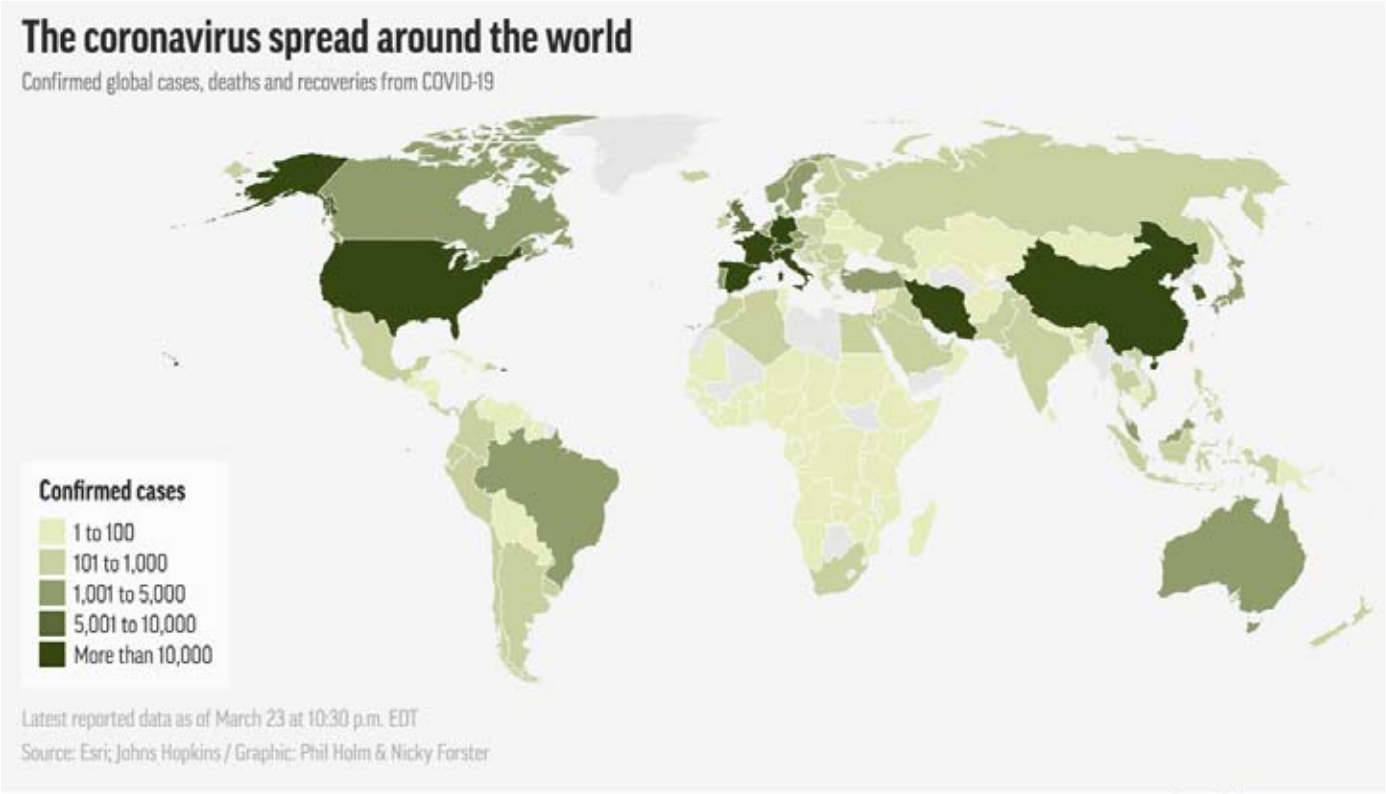
À Clichy-Sous-Bois, une banlieue parisienne où des émeutes nationales déclenchées par des allégations de harcèlement policier ont éclaté en 2005, une personne a mordu un policier essayant de faire respecter les règles de détention, a déclaré Linda Kebbab, porte-parole d'un syndicat de la police. Et une grande foule a menacé de cracher sur des officiers qui avaient prévu de les disperser dans la ville de Lyon, au sud-est, mais qui ont dû quitter les lieux à la place, a-t-elle déclaré.

Dans l'État de Bavière, dans le sud de l'Allemagne, le gouverneur Markus Soeder a déploré qu '«il y ait encore des fêtes corona, il y a des jeunes qui toussent contre les personnes âgées et crient corona pour le plaisir et, surtout, il y a un nombre incroyable de groupes en formation. «

La police nationale espagnole, qui a le deuxième plus grand nombre d'infections à coronavirus en Europe après l'Italie, utilise des hélicoptères pour repérer des groupes de personnes se réunissant à l'extérieur. Ensuite, des agents sont envoyés pour interrompre les rassemblements.

La police espagnole a également mis en avant des exemples sur les réseaux sociaux de ce que les gens ne devraient pas faire en public pendant l'état d'urgence du pays. Dans le sud-est de la région de Murcie, ils ont publié une vidéo de la police arrêtant une personne se dandinant dehors dans un costume de dinosaure complet et ont tweeté que les animaux de compagnie pouvaient être promenés par les propriétaires, mais que «le fait d'avoir un complexe Tyrannosaurus Rex n'est pas» autorisé.

Et dans la région du nord-est de l'Espagne, en Catalogne, la police a publié une photo d'un homme promenant une chèvre en laisse, essayant apparemment de profiter de l'exception de la marche



Source AP

d'animaux domestiques.

La France compte désormais 100 000 agents de sécurité dans les rues qui infligent des amendes au milieu d'un nouveau mantra national «Rester à la maison» et avertissent les autorités que le verrouillage de deux semaines du pays pourrait être prolongé si le taux d'infection du pays continue d'augmenter. Plus de 1,7 million de contrôles ont été effectués au cours des cinq derniers jours et plus de 22 500 personnes ont été condamnées à une amende, a indiqué le ministère de l'Intérieur. Dimanche, la France comptait plus de 16 000 infections confirmées et 674 décès.

En Grèce, le Premier ministre a tenté de convaincre les gens de dire à la maison, avertissant les citoyens que les futures mesures de prévention des virus dépendent «de notre comportement».

Mais après que les responsables de la Floride aient fermé certaines des célèbres plages de l'État, certaines entreprises essayaient toujours d'attirer des touristes, notamment Clearwater Mega Bite Shark Boat, un navire de 40 pieds (12 mètres) avec un arc en forme de museau de requin qui navigue le golfe du Mexique au large de la côte ouest de la Floride.

Le bateau peut transporter 50 passagers mais le propriétaire limitait les voyages à 10 pour se conformer aux conseils fédéraux. Seulement quatre personnes se sont inscrites pour un voyage samedi, a déclaré un employé nommé Chase qui a répondu au téléphone mais a refusé de donner son nom de famille.

> En Grèce, le Premier ministre a tenté de convaincre les gens de dire à la maison, avertissant les citoyens que les futures mesures de prévention des virus dépendent «de notre comportement».

«Normalement, nous devrions être au complet ce week-end», a-t-il déclaré.

___

Cece Guida, 19 ans, en haut de la ville de New York, pousse Sam Reddick, 20 ans, d'Evansville, Ind., Alors que les fêtards de la relâche scolaire regardent pendant un match de poule sur la plage, le mardi 17 mars 2020, à Pompano Beach, Floride En réponse à la pandémie de coronavirus, le gouverneur de Floride, Ron DeSantis, a ordonné la fermeture de tous les bars pendant 30 jours à partir de 17 heures et de nombreuses plages de Floride refusent les foules des vacances de printemps les exhortant à s'engager dans une distanciation sociale.

(Photo AP / Julio Cortez)

HOMMAGE AUX VICTIMES DES ATTENTATS DE BRUXELLES

L'ASBL ADDAR LAKBIRA /BIG HOUSE
POUR LA PAIX ET LA COEXISTENCE

22/3/2020

Carrefour de l'Europe_Bruxelles

14/16h - (GARE CENTRALE)

ASBL ADDAR LAKBIRA Siége Social : Rue Des Fraises 63 1070 Bruxelles /Belgique E-mail : Loubnanaouli1980@gmail.com Tél : 0473/36.17.35

ADDAR LAKBIRA BIG HOUSE

Organise une veillée de bougies en mémoire aux victimes des attentats terroristes de Bruxelles. Nous espérons vous voir nombreux.

EURAFRICAN Press Club.com

EUROPE

men magazine.BE

EUROPOL: LES CRIMINELS EXPLOITENT LA CRISE DU CORONONAVIRUS COMME UNE NOUVELLE OPPORTUNITÉ

Les criminels s'attaquent à un public effrayé et perturbent la fourniture de soins médicaux pendant la pandémie du coronavirus en vendant des produits contrefaits, en se faisant passer pour des agents de santé et en piratant des ordinateurs des citoyens confinés à faire du télé-travail, a déclaré l'agence européenne de répression Europol.

PAR ELAINE GANLEY

Pour exemple, une cyberattaque sur un grand hôpital en République tchèque où des tests COVID-19 sont effectués, a forcé l'annulation des chirurgies prévues, a déclaré Europol dans un nouveau rapport.

Les groupes du crime organisé, bien connus pour identifier de nouvelles opportunités, ont trouvé de nouvelles voies pour arnaquer les personnes rendues vulnérables par la peur du virus, qui, comme les criminels, ne connaissent pas de frontières, selon le rapport.

« Les criminels ont rapidement saisi les opportunités d'exploiter la crise en adaptant leurs modes de fonctionnement ou en développant de nouvelles activités criminelles », a déclaré Catherine de Bolle, directrice exécutive d'Europol, dans un communiqué. Elle a ajouté que «la capacité des groupes du crime organisé à exploiter cette crise signifie que nous devons être constamment vigilants et préparés.»

Le rapport d'Europol énumère quatre voies principales pour les activités illicites: la cybercriminalité, la fraude, les marchandises de contrefaçon et de qualité inférieure et le crime organisé contre les biens. Les criminels fabriquent et vendent des produits très demandés comme des masques ou des médicaments, usurpent l'identité de travailleurs médicaux pour entrer dans des maisons ou des entreprises, et s'introduisent dans une mine d'or d'informations avec tant de citoyens européens qui font désormais leur travail en ligne à la maison.

L'activité criminelle liée au coronavirus ne se limite pas à l'Europe. Une opération du 3 au 10 mars dans 90 pays, supervisée par l'agence de police internationale Interpol, a déterré des suspects cherchant

rapidement de l'argent, notamment avec la vente de masques faciaux et de médicaments contrefaits.
Interpol a déclaré qu'il avait perturbé le travail de 37 groupes criminels organisés et saisi 34 000 masques contrefaits et de qualité inférieure, et plus de 14 millions de dollars en produits pharmaceutiques potentiellement dangereux. Le «spray corona», les «emballages corona» et les médicaments ne sont que «la pointe de l'iceberg en ce qui concerne cette nouvelle tendance en matière de contrefaçon», a déclaré Interpol.
COVID-19, la maladie causée par le nouveau virus, provoque des symptômes légers ou modérés pour la plupart des gens, comme de la fièvre ou de la toux pendant deux à trois semaines. Mais cela peut provoquer des maladies plus graves et des décès pour d'autres, en particulier pour les personnes âgées et les personnes ayant des problèmes de santé existants.
Europol a noté le transfert de 6,6 millions d'euros par une entreprise européenne à une autre à Singapour pour acheter des masques faciaux et des gels hydroalcooliques, largement utilisés aujourd'hui pour se laver les mains et se protéger du coronavirus.
« Les marchandises n'ont jamais été reçues », a indiqué le rapport. Il n'a identifié aucune des deux sociétés.
Les criminels se cachent également aux portes des maisons privées alors que des centaines de millions de personnes à travers l'Europe sont confinées sur ordre du gouvernement pour ralentir la propagation du virus. Les stratagèmes de fraude utilisés pour pénétrer dans les résidences privées pour voler varient, mais impliquent souvent que quelqu'un usurpe l'identité de responsables médicaux, effectuant un «test corona», fournissant des produits d'hygiène ou du matériel informatif, a déclaré Europol.

Les criminels ont repéré une nouvelle opportunité commerciale avec la pandémie de coronavirus et pillent maintenant les nécessiteux et les craintifs et même perturbent le secteur médical, en ligne et hors tension, avec la fraude

Dans un pays européen, une personne a été informée par téléphone d'un proche hospitalisé pour le virus, puis a reçu une visite au milieu de la nuit de personnes portant un équipement de protection se faisant passer pour des médecins qui ont effectivement tamponné la bouche de la victime.
Les responsables européens ont averti le public de se méfier des arnaqueurs potentiels pendant les périodes sans précédent.
La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a noté récemment que l'augmentation du temps en ligne, pour travailler ou pour s'absenter des jours et des semaines de confinement, signifie que les criminels « exploitent nos préoccupations concernant le coronavirus».

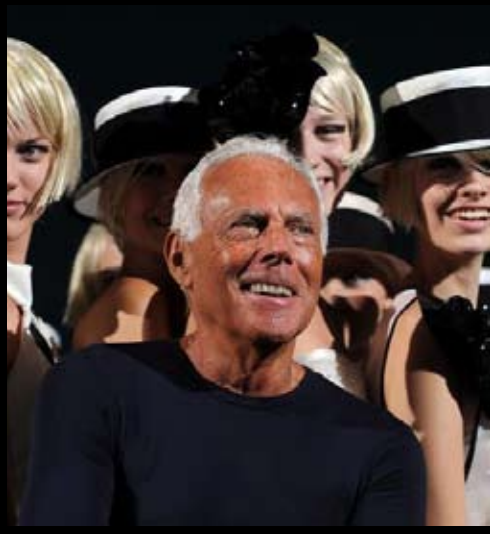
«Notre peur devient leur opportunité commerciale», a-t-elle déclaré.
Sur cette photo prise le 21 mars 2020, des policiers contrôlent des automobilistes à Baisieux, à la frontière belgo-française, dans le nord de la France.
Les criminels ont repéré une nouvelle opportunité commerciale avec la pandémie de coronavirus et pillent maintenant les nécessiteux et les craintifs et même perturbent le secteur médical, en ligne et hors tension, avec la fraude, les produits contrefaits et la cybercriminalité, un rapport publié vendredi par l'agence européenne d'application de la loi Europol dit. Le nouveau coronavirus provoque des symptômes légers ou modérés pour la plupart des gens, mais pour certains, en particulier les personnes âgées et les personnes ayant des problèmes de santé existants, il peut provoquer une maladie plus grave ou la mort.

(Photo AP / Michel Spingler)

Covid19 : Armani fabrique des combinaisons médicales

Giorgio Armani participe à l'élan de solidarité pour vaincre le Corona Virus

Par Halhoule Mohamed



La marque de mode emblématique de l'Italie, Giorgio Armani a déclaré jeudi qu'elle commencerait à fabriquer des combinaisons médicales à usage unique pour les travailleurs hospitaliers dans toutes ses usines italiennes.

Le groupe – dont les marques incluent Giorgio Armani et Emporio Armani – a déclaré qu'ils seraient utilisés pour « la protection individuelle des travailleurs de la santé engagés dans la lutte contre la maladie du coronavirus ».
Le fondateur Giorgio Armani a fait don de 2 millions d'euros (2,2 millions de dollars) ces dernières semaines à des hôpitaux en Italie, notamment à Bergame et à Plaisance dans le nord durement touché, a indiqué la société.

L'entreprise exploite quatre usines en Italie, a indiqué une porte-parole à l'AFP. Comme beaucoup d'autres marques de mode, Armani a transféré ces dernières années une grande partie de sa production hors d'Italie vers d'autres pays où les coûts de main-d'œuvre sont moins élevés.

Le livre d'Alexandre Adler diffusé en 2005, explique ce qui ce passe en 2020 avec le coronavirus, est-ce une coïncidence?

Nous avons vérifié la date de sortie de ce livre car il nous paraissait impossible d'avoir autant de détails quinze ans plus tôt. Sans grand effort, « Le nouveau rapport de la CIA, Comment sera le monde en 2025 ? » d'Alexandre Adler est toujours disponible sur le marché. Sur ce constat, nous avons décidé de donner la parole à nos lecteurs par ce temps de confinement.

PAR ELAINE GANLEY

Le public est perdu entre les informations annoncées sur les médias traditionnels, les réseaux sociaux…

Pour rappel, avant de tomber sur cette information, plusieurs coupables étaient mis sous les projecteurs en commençant par la chauve-souris, puis, la Chine accuse les Etats-Unis, les lanceurs d'alertes dénoncent la 7ème édition des Jeux mondiaux militaires organisé à Wuhan, la capitale de la province du Hubei du 18 au 27 octobre 2019. Le relais de la torche de cet événement est placé sous le thème » Partager l'amitié et promouvoir la paix » avec pour slogan » Gloire militaire, Paix mondiale ». Un paradoxe sans précédent, si l'origine de ce virus est confirmé.

Ce qui intrigue dans ce livre, c'est précisément à la page 250, qui commence par, je cite:

« LE DÉCLENCHEMENT POSSIBLE D'UNE PANDÉMIE MONDIALE.

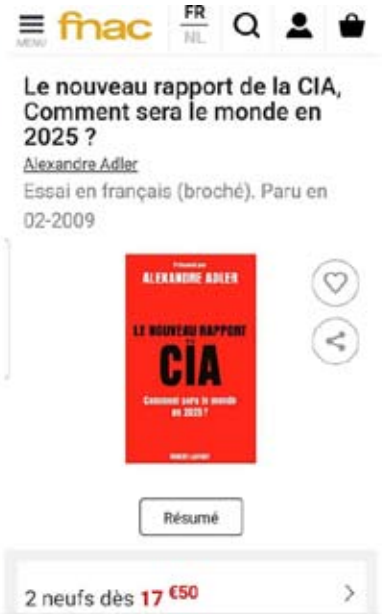
L'apparition d'une nouvelle maladie respiratoire humaine virulente, extrêmement contagieuse, pour laquelle il n'existe pas de traitement adéquat, pourrait déclencher une pandémie mondiale. Si une telle maladie apparaît, d'ici 2025, des tensions et des conflits internes ou transfrontaliers ne manqueront pas d'éclater. En effet, les nations s'efforceront alors – avec des capacités insuffisantes – de contrôler les mouvements des populations cherchant à éviter l'infection ou de préserver leur accès aux ressources naturelles.

L'apparition d'une pandémie dépend de la mutation génétique naturelle, de la recombinaison de souches virales déjà en circulation ou encore l'irruption d'un nouveau facteur pathogène dans la population humaine. Les experts voient dans les souches hautement pathogènes de la grippe aviai-

La 7ème édition des Jeux mondiaux militaires organisé à Wuhan,

re telles que le H5N1 des candidats probables à ce type de transformation, mais d'autres agents pathogènes, comme le coronavirus du SRA et diverses souches de la grippe, auraient les mêmes propriétés.

Si une maladie pandémique se déclare, ce sera sans doute dans une zone à forte densité de population, de grande proximité entre humain et animaux, comme il existe en Chine et dans le Sud-Est asiatique où les populations vivent au contact du bétail. Des pratiques d'élevage non réglementées favoriseraient la circulation d'un virus comme le H5N1 parmi les populations animales -augmentant les chances de mutation d'une souche susceptible de provoquer une pandémie. Pour se propager rapidement, il suffit que la maladie apparaisse dans des régions à forte densité humaine.
Dans un tel scénario, la maladie tarderait à être identifiée, le pays d'origine ne disposerait pas des moyens adéquats pour la détecter. Il faudrait des semaines pour que les laboratoires fournissent des ré-



sultats définitifs confirmant l'existence d'une maladie risquant de muter en pandémie. Entre-temps des foyers se déclareraient dans des villes du Sud-Est asiatique. En dépit de restrictions limitant les déplacements internationaux, des voyageurs présentant peu pu pas de symptômes pourraient transporter le virus sur les autres continents.

Les malades seraient de plus en plus nombreux, de nouveaux cas apparaissant tous les mois. L'absence d'un vaccin efficace ou d'immunité dans le reste du monde exposerait les populations à la contagion. Dans le pire des cas, ce sont de dix à plusieurs centaines de millions d'Occidentaux qui contracteraient la maladie, et les morts se compteraient par dizaines de millions. Dans le reste du monde, la dégradation des infrastructures vitales et les pertes économiques à l'échelle mondiale entraîneraient l'infection d'un tiers de la population du globe et la mort de centaines de millions d'êtres humains. »
Dans cet article, le but n'est pas de répandre cette information mais d'ouvrir un débat, « Pour vous, quelle est l'origine de ce virus d'après vous, est-ce une pandémie naturelle ? Votre avis nous intéresse, les sources sont vivement recommandées.

EUROPE aujourd'hui

Magazine d'Analyse Européene

A télécharger gratuitement sur

www.eurafricanpressclub.com

LES PLAINTES CONTRE LE GOUVERNEMENT SE MULTIPLIENT EN FRANCE

Par Marine Pennetier et Elizabeth Pineau, édité par Blandine Hénault

Les plaintes pour non-assistance à personne en danger visant des membres du gouvernement se multiplient en France où la gestion de la crise liée à l'épidémie de coronavirus, qui a fait plus de 1.300 morts, fait l'objet de critiques grandissantes de la part de l'opposition.

Dernière procédure judiciaire en date, l'annonce par une avocate du barreau de Nîmes du dépôt d'une plainte pénale contre le Premier ministre Édouard Philippe et la Garde des sceaux, Nicole Belloubet au nom de 31 détenus incarcérés dans des prisons du sud de la France.

Me Khadija Aoudia, qui a annoncé avoir saisi la Cour de justice de la République, estime qu'à l'exception de la suspension des parloirs, aucune mesure n'a été mise en place pour protéger les détenus et le personnel face à ce virus qui a contaminé à ce stade dix détenus selon les autorités.
Cette plainte s'ajoute à une poignée d'autres qui, selon plusieurs médias, auraient été reçues par la CJR ces derniers jours et qui ciblent Edouard Philippe, l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn et son successeur Olivier Véran, entre autres pour mise en danger de la vie d'autrui, homicide involontaire, ou non-assistance à personne en danger.
Mise en ligne samedi dernier, une pétition en soutien à une plainte déposée par un collectif de plus de 600 médecins a quant à elle d'ores et déjà recueilli plus de 200.000 signatures.
Les médecins à l'origine de la plainte accusent le Premier ministre et Agnès Buzyn de "mensonge d'Etat" et de ne pas avoir "agi suffisamment tôt ni pris les bonnes mesures, notamment le stockage de masques et la mise en place de tests systématiques".

RENDRE DES COMPTES

Des accusations relayées par une partie de l'opposition politique à l'image de la présidente du Rassemblement national Marine Le Pen qui a estimé qu'Agnès Buzyn serait "probablement amenée à donner des explications à la CJR".
Sur proposition de son président Damien Abad, les députés Républicains ont de leur côté annoncé leur intention de créer à l'automne une commission d'enquête parlementaire afin de faire la lumière sur d'éventuels dysfonctionnements. Une idée appuyée par Gérard Larcher, le président du Sénat où la droite est majoritaire.

"Il faut tirer les leçons de cette crise et ça passe par une commission d'enquête", a-t-il dit mercredi sur France Inter.
A l'Assemblée, la conférence des présidents a acté mardi la mise en place d'une mission d'information sur la gestion de l'épidémie. Présidée par le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, elle devrait contrôler chaque semaine les mesures prises par le gouvernement.
Le député de La France insoumise Eric Coquerel a dit jeudi à Reuters que cette mission devrait "impérativement se transformer en commission d'enquête". Pour le député socialiste Boris Vallaud, interrogé par Reuters, "le contrôle parlementaire est une nécessité pour comprendre et tirer des leçons".

Face à cette perspective, l'exécutif se dit prêt à "rendre des comptes".

"Cela ne m'inquiète pas parce que je crois que nous avons, avec beaucoup de professionnalisme, de détermination et de gravité, regardé cette crise en face", a déclaré lundi la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye, et "nous avons pris nos responsabilités".

"C'est normal qu'on puisse rendre des comptes et c'est normal qu'une commission parlementaire interroge le processus de cette crise", a-t-elle dit sur CNews. "Nous serons évidemment prêts à y répondre, ça fait partie du jeu démocrati que".

Marine Pennetier et Elizabeth Pineau, édité par Blandine Hénault

---

Les plaintes pour non-assistance à personne en danger visant des membres du gouvernement se multiplient en France où la gestion de la crise liée à l'épidémie de coronavirus, qui a fait plus de 1.300 morts, fait l'objet de critiques grandissantes de la part de l'opposition. Dernière procédure judiciaire en date, l'annonce par une avocate du barreau de Nîmes du dépôt d'une plainte pénale contre le Premier ministre Édouard Philippe et la Garde des sceaux, Nicole Belloubet au nom de 31 détenus incarcérés dans des prisons du sud de la France. /Photo prise le 24 mars 2020/REUTERS/Ludovic Marin

PROPAGATION DU VIRUS EN ITALIE ET EN ESPAGNE LIÉ AU MATCH DE LIGUE DES CHAMPIONS

C'était le plus grand match de football de l'histoire d'Atalanta et un tiers de la population de Bergame a fait le voyage vers le célèbre stade San Siro de Milan.

Par TALES AZZONI and ANDREW DAMPF

Près de 2500 fans du club espagnol de Valence se sont également rendus à ce match de Ligue des champions.

Plus d'un mois plus tard, les experts indiquent que le match du 19 février est l'une des principales raisons pour lesquelles Bergame est devenue l'un des épicentres de la pandémie de coronavirus – une «bombe biologique» était le therme utilisé par un spécialiste des voies respiratoires – et pourquoi 35% de l'équipe de Valence a été infectée.

Le match, que les médias locaux ont surnommé «Game Zero», a eu lieu deux jours avant la confirmation du premier cas de COVID-19 transmis localement en Italie.
« Nous étions à la mi-février, nous n'avons donc pas eu les circonstances de ce qui se passait », a déclaré le maire de Bergame, Giorgio Gori, cette semaine lors d'un chat en direct sur Facebook avec l'Association de la presse étrangère à Rome. «S'il est vrai ce qu'ils disent que le virus circulait déjà en Europe en janvier, alors il est très probable que 40 000 Bergamaschi dans les tribunes de San Siro, tous ensemble, ont échangé le virus entre eux. Il est possible que tant de Bergamaschi ce soir-là se soient réunis dans des maisons, des bars pour regarder le match et ont fait de même.

«Malheureusement, nous ne pouvions pas savoir. Personne ne savait que le virus était déjà là », a ajouté le maire. « C'était inévitable. »
Moins d'une semaine après le match, les premiers cas ont été signalés dans la province de Bergame.
À peu près à la même époque à Valence, un journaliste qui s'est rendu au match est devenu la deuxième personne infectée dans la région, et il n'a pas fallu longtemps pour que les personnes en contact avec lui soient également infectées par le virus, tout comme les fans de Valence qui étaient au match.
Un cercueil avec le fanion d'une équipe de football locale dans la Val Serina où de nombreux fans d'Atalanta sont basés.
Alors que l'Atalanta a annoncé mardi son premier cas positif pour le gardien Marco Sportiello, Valence a déclaré que plus d'un tiers de son équipe avait été infecté, « malgré les mesures strictes adoptées par le club » après le match à Milan.

Le match, que les médias locaux ont surnommé «Game Zero», a eu lieu deux jours avant la confirmation du premier cas de COVID-19 transmis .localement en Italie

Mardi, près de 7 000 personnes dans la province de Bergame avaient été testées positives pour COVID-19 et plus de 1 000 personnes étaient mortes du virus – faisant de Bergame la province la plus meurtrière de toute l'Italie pour la pandémie. La région de Valence comptait plus de 2 600 personnes infectées.

Luca Lorini, chef de l'unité de soins intensifs de l'hôpital Pape Jean XXIII de Bergame, compte actuellement 88 patients sous sa responsabilité pour le coronavirus; sans inclure beaucoup d'autres dans d'autres parties de l'hôpital.

« Je suis sûr que 40000 personnes s'embrassant et s'embrassant tout en se tenant à un centimètre d'intervalle – quatre fois, car Atalanta a marqué quatre buts (le résultat final était 4-1) – était définitivement un énorme accélérateur de contagion », a déclaré Lorini à l'Associated. Mercredi.
«En ce moment, nous sommes en guerre.
Quand viendra le temps de la paix, je peux vous assurer que nous irons voir combien des 40 000 personnes qui ont participé au match ont été infectées », a ajouté Lorini. « En ce moment, nous avons d'autres priorités. »
Silvio Brusaferro, directeur de l'Institut supérieur de la santé d'Italie, a déclaré ce week-end lors du briefing télévisé national de l'agence de protection civile que le jeu était « l'une des hypothèses » évaluées comme source de la crise à Bergame.

« C'est certainement une analyse qui peut être faite », a déclaré Brusaferro.
La semaine dernière, le cimetière de Bergame est devenu si submergé par le nombre de morts que des camions militaires ont commencé à transporter des corps dans une région voisine pour y être incinérés.
Des proches marchent derrière un corbillard portant un cercueil à Bergame.
L'Italie est restée le pays européen avec le plus de cas, près de 70 000 infectés et avec près de 7 000 décès – le plus de cas dans le monde et le double de la Chine.
L'Espagne est le prochain pays d'Europe avec le plus de cas, près de 48 000 infectés, et elle a dépassé la Chine en nombre de décès avec plus de 3 400 décès.
Plus de 435 000 personnes dans le monde ont été infectées et le nombre de morts a été estimé à 20 000, selon le décompte tenu par l'Université Johns Hopkins. Au total, plus de 100 000 ont guerri.
Pour la plupart des gens, le nouveau coronavirus provoque des symptômes légers ou modérés, tels que de la fièvre et de la toux qui disparaissent en deux à trois semaines. Pour certains, en particulier les personnes âgées et les personnes ayant des problèmes de santé, cela peut provoquer des maladies plus graves, notamment la pneumonie et la mort.
La participation officielle pour le match du 19 février était de 45 792 – un record pour l'Atalanta, un petit club qui fait ses débuts dans la meilleure compétition de clubs d'Europe.
Le capitaine d'Atalanta Alejandro «Papu» Gómez a déclaré au quotidien argentin Olé qu'il regrettait d'avoir joué à ce match.

« C'est une ville de 120 000 habitants et ce jour-là (40 000) s'est rendue à San Siro », a expliqué l'Argentine. «C'était un match historique pour Atalanta, quelque chose d'unique. Pour vous donner une idée, ma femme a mis trois heures pour arriver à Milan, alors que ce voyage dure normalement 40 minutes. »
Le match s'est joué à Milan car le stade Atalanta de Bergame ne répondait pas aux exigences fixées par l'UEFA, l'instance dirigeante du football européen.
Avant le match, les fans de Valence ont librement parcouru Milan et se sont réunis sur certaines des places de la ville, y compris la Piazza del Duomo, buvant et chantant des chansons d'équipe.
Spectateurs dans les tribunes pour le match du 19 février.
Rétrospectivement, les conditions de contagion virale étaient élevées, des milliers de personnes se rassemblant sans grande inquiétude – à une époque où l'épidémie en Europe n'était pas encore connue – puis rentrant chez eux. Près de 30 bus remplis de fans ont parcouru 60 kilomètres (37 miles) entre Bergame et Milan.
La veille du match, il n'y avait pas de distanciation sociale car les officiels des deux clubs se sont mêlés et ont échangé des cadeaux et des poignées de main lors d'un dîner de gala offert par Atalanta.

« J'ai entendu beaucoup (de théories), je dirai la mienne: le 19 février, 40 000 Bergamaschi sont allés à San Siro pour Atalanta-Valencia », a déclaré Fabiano di Marco, le pneumologue en chef de l'hôpital de Bergame, au journal italien Corriere. della Sera. «Dans les bus, les voitures, les trains. Une bombe biologique, malheureusement. »

Le défenseur de Valence Ezequiel Garay a été le premier joueur de la ligue espagnole à être positif pour COVID-19. L'équipe a disputé un match de championnat espagnol contre Alavés environ

deux semaines après le match à Milan, et plus tard Alavés a signalé que 15 personnes dans le club étaient infectées, même si cela ne disait pas que les cas étaient directement liés au match contre Valence.

Le président de l'association des joueurs de football italiens, Damiano Tommasi, estime que les autorités sportives devraient regarder longuement et attentivement le match d'Atalanta avant de redémarrer les ligues.

« Regardez ce qui se passe en Chine, où les joueurs sont désormais positifs pour le coronavirus – malgré toutes les règles de sécurité et les précautions prises », a déclaré Tommasi à l'AP, faisant référence à un récent test positif pour l'ancien milieu de terrain de Manchester United Marouane Fellaini avec un club chinois. Shandong Lunen.
Le test positif de Fellaini était alarmant car, alors que l'épidémie a commencé à se propager en Chine, le virus y aurait régressé.

« Cela ne suffira pas de simplement tester les athlètes », a ajouté Tommasi. «L'ensemble du cadre doit être sûr. Parce que si une équipe est bloquée, cela bloque tout le système. »
Après avoir remporté le match aller, l'Atalanta a atteint les quarts de finale de la Ligue des champions après une autre victoire au match retour le 10 mars, qui a été jouée dans un stade vide de Mestalla à Valence après que les autorités espagnoles ont interdit les matchs impliquant des équipes du nord de l'Italie avec des supporters. Cependant, quelques milliers de supporters valenciens se sont rassemblés au Mestalla pour accueillir l'équipe et regarder le match ensemble dans les bars et restaurants à proximité.
Des serveurs portant des masques servent de la nourriture et des boissons sur une terrasse à l'extérieur du stade Mestalla.
Au cours du dernier mois, Atalanta a pleuré la mort de cinq anciens membres du personnel. Alors que les annonces sur le site Internet du club ne faisaient aucune mention du virus, les médias locaux ont rapporté qu'au moins quatre d'entre eux sont morts avec COVID-19.
Pourtant, un seul test positif d'Atalanta a été annoncé.

« Certaines équipes ont choisi de ne pas tester leurs joueurs à moins qu'ils ne présentent des symptômes », a déclaré Tommasi. «D'autres équipes ont testé tout le monde. Ce sont des choix individuels.
«Le chef de l'agence de protection civile a parlé de la probabilité que pour chaque cas positif prouvé, il y ait probablement 10 cas positifs réels. … Le nombre élevé de points positifs à Valence fait réfléchir.»
La Ligue des champions étant suspendue en raison de la pandémie, l'Atalanta n'a aucune idée du moment où elle pourrait jouer en quart de finale – ce qui serait encore le plus grand match du club de son histoire. En attendant, l'équipe de Bergame et Valence se posent des questions sur les effets imprévus de leur match de février.

En ce mercredi 19 février 2020, photo d'archives, les spectateurs sont assis dans les gradins lors des huitièmes de finale de la Ligue des champions, match aller, football entre l'Atalanta et Valence au stade San Siro de Milan, Italie. C'était le plus grand match de football de l'histoire d'Atalanta et un tiers de la population de Bergame a fait le court voyage au célèbre stade San Siro de Milan pour en être témoin. Près de 2500 fans de la visite du club espagnol de Valence se sont également rendus au match de Ligue des champions. Plus d'un mois plus tard, les experts indiquent que le match du 19 février est l'une des principales raisons pour lesquelles Bergame est devenue l'un des épicentres de la pandémie de coronavirus – une «bombe biologique» était la façon dont un spécialiste des voies respiratoires l'a dit – et pourquoi 35% de l'équipe de Valence a été infectée. Le nouveau coronavirus provoque des symptômes légers ou modérés pour la plupart des gens, mais pour certains, en particulier les personnes âgées et les personnes ayant des problèmes de santé existants, cela peut provoquer une maladie plus grave ou la mort.

(Photo AP / antonio Calanni)

HARRY ET MEGHAN EN CALIFORNIE : TRUMP REFUSE DE PAYER POUR LEUR SÉCURITÉ

Tout à trac, le président américain a annoncé qu'en dépit de son affection pour la Reine, le contribuable américain ne serait pas redevable de cette facture.

Par J. Cl.

« They must pay! » Sur son habituel ton direct, Donald Trump a signifié au prince Harry et à son épouse Meghan que les Etats-Unis ne paieraient pas leur protection s'ils vivaient en Californie.

« Je suis un grand ami et un grand admirateur de la reine et du Royaume-Uni », a tweeté le locataire de la Maison Blanche. Mais s'ils viennent, « les Etats-Unis ne paieront pas pour leur protection », a-t-il écrit, sans justifier les raisons de cette prise de parole soudaine, qui plus est deux heures avant son point de presse quotidien sur le coronavirus.

Une porte-parole du couple a ultérieurement publié un communiqué dans lequel Harry et Meghan assurent n'avoir aucune intention de demander l'aide de Washington pour leur protection, a indiqué le Washington Post. « Des arrangements de sécurité financés par des moyens privés ont été mis en place », affirme ce communiqué, selon le Washington Post.

Cette nouvelle validerait en tout cas en partie l'information du Sun. Le couple, qui conserve le titre de « royal » pour deux jours encore, a, selon le tabloïd, pris un jet privé pour Los Angeles la semaine dernière, au moment où le Canada et les Etats-Unis s'apprêtaient à fermer leur frontière pour lutter contre la propagation du Covid-19. Il serait donc déjà installé sous le clément ciel californien.

Un coût estimé à 20 millions de livres par an

Depuis qu'ils ont pris la décision soudaine de ne plus compter parmi les membres actifs, et professionnels, de la famille royale, Harry, Meghan et leur fils Archie s'étaient installés à Vancouver, au Canada, dernier lieu de résidence de la jeune femme pour son rôle dans la série « Suits ». Le Canada est aussi une monarchie parlementaire, dont le chef d'Etat est la reine Élizabeth II, la grand-mère du prince Harry.

Le couple n'a jamais dit si Vancouver était un point de chute définitif. La presse anglo-saxonne a beaucoup écrit sur la possibilité qu'il s'installe plutôt en Californie, l'Etat d'origine de Meghan Markle, celui où vivent sa mère Doria et de nombreux amis. Le couple y aurait un solide réseau, notamment à Hollywood.

Harry et Meghan seront ainsi sur place lorsque sortira, le 3 avril, un documentaire Disney sur les éléphants d'Afrique. La jeune femme y a prêté sa voix.

Le coût de la sécurité des duc et duchesse de Sussex a été estimé à 20 millions de livres par an, notamment parce que la facture comprend le transport transatlantique de neuf agents hautement qualifiés de la police métropolitaine britannique. Lors de ces quelques mois à Vancouver, Scotland Yard et la Gendarmerie royale du Canada avaient assuré la sécurité 24 heures sur 24 en rotation dans le manoir qu'ils occupaient.

STUDIO STARS MEDIAS

Vous souhaitez immortaliser vos événements ou réaliser un film, notre équipe audio-visuelle est prêt à claper «Attention, ça tourne ! »

For All
Interview
Report
Film
Corporate
Tv Show
Event
Photo
Vidéo
Studio

CONTACT ***+32 476 99 28 11***
info@starsmedias.com

COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Conseil de l'Europe
Parlement Européen
Résidence Palace
Organisation Mondiale de la Presse
Childeren Press Centre
RTL
RTBF
LIBERTY TV Monde
Bureaux de presses, Réalisateurs
Membre chez Screen Brussels, Impuls Brussels...

www.starsmedias.com

SPRL STARS MEDIAS BVBA • 38, Rue de Cologne, 1030 Brussels • TVA BE0506923978 • BNP Fortis 8E15 0017 4471 29 30

new website

www.menmagazine.fr

Since 1998, the first multilanguage print and emagazine dedicated to a sophisticated male reader who spends time, money, and energy on his appearance and surrounding.

CONTACT
+32 476 99 28 11
info@menmedias.com